

FRANCE

AVRIL 1959 - N° 15 - 150 F

FORUM



Le nouveau géant de l'Histoire

Pour une démocratie vivante

Un ami m'a prêté le numéro de *France-Forum* du mois de février. Je n'avais jamais lu encore votre revue et j'ai été immédiatement conquis. A celui qui a tout juste le temps d'écouter les informations ou de parcourir son journal, vous offrez matière à réflexion et à étude. Aussi je vous prie de trouver ci-joint un chèque pour un abonnement de soutien.

J'ai retrouvé à plusieurs reprises dans votre revue l'expression « démocratie vivante ». Je pense, en effet, qu'il est urgent pour la France de faire revivre la démocratie en abandonnant au plus vite des méthodes qui font penser au despotisme éclairé.

Votre mérite n'est pas mince de vouloir former vos lecteurs en même temps que vous les réformez. J'attends maintenant chaque numéro avec impatience, et je vous promets de m'employer à faire connaître *France-Forum* dans mon entourage.

J.-L. P., Lyon.

Et la politique sociale ?

Le numéro de *France-Forum* que je viens de recevoir aura été pour moi une bonne nouvelle. Et je suis vraiment très heureux d'apprendre que vous êtes décidés à reprendre une périodicité normale. Votre revue, en effet, n'a pas d'équivalent actuellement en France, et je n'ai trouvé dans nulle autre autant d'éléments pour juger et apprécier l'expérience économique en cours.

J'ai été tout de même un peu surpris de constater que vous n'aviez interrogé que des économistes et aucun représentant des syndicats. L'erreur commise en décembre dernier n'a-t-elle pas été précisément de donner le pas aux préoccupations économiques et de négliger très largement les problèmes sociaux.

Une politique du pouvoir d'achat et du plein-emploi doit pourtant être mise sur pied au plus vite si les pays occidentaux veulent relever le défi de Khrouchchev, dans la compétition entre les deux blocs. *France-Forum* nous en parlera, je l'espère, prochainement.

G. L., Paris.

La querelle scolaire

Au moment où la question de l'enseignement libre est à nouveau soule-

vée, les précisions que vous avez données dans votre dernier numéro sur le récent pacte scolaire belge m'ont paru particulièrement intéressantes.

Je vous avoue que j'étais précisément de ceux qui pensaient qu'un tel pacte était réalisable en France, à condition que chaque partie fasse preuve de « compréhension et de largeur de vue ».

Mais je reconnais facilement, maintenant, que les conditions, à la fois politiques et techniques, ne sont pas absolument les mêmes dans nos deux pays.

Que faire alors ? L'enseignement libre a besoin d'une aide, mais va-t-on à nouveau diviser les Français à ce sujet ? Sans doute la majorité parlementaire est-elle, actuellement, favorable à une telle aide. Ne faut-il pas redouter, cependant, que les mesures prises ne fassent que précipiter la constitution d'un Front Populaire dont on peut déjà déceler les signes avant-coureurs ?

Il y a là une singulière responsabilité pour le gouvernement et sa majorité. Avant d'agir, ne pourrait-on au moins s'efforcer de réunir autour d'une Table Ronde les uns et les autres ?

B. R., Amiens.

Les paysans et l'« Expérience »

J'ai lu avec appétit le numéro de février (vous nous aviez fait faire un carême prolongé...) heureusement le menu servi était substantiel. Vous donnez toute sa place à l'économie. Vous avez raison. Il est commode de fuir les problèmes économiques. C'est une manière d'endormir le peuple. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais aussi d'honneur et de justice, écrit Blin. D'accord, mais honneur et justice dans le travail d'abord.

Avouez que, pour des paysans, il est quelque peu révoltant d'entendre dire que la réussite de l'expérience financière actuelle est en partie liée à l'importance de la récolte (sous-entendu : expérience réussie si la récolte est telle qu'elle entraîne une chute des prix agricoles). Quelle autre catégorie de travailleurs supporterait une telle pénalisation sur un effort de production pourtant souvent entravé par les caprices de la nature.

Comment s'étonner alors que le plan de Constantine ait été sifflé par des paysans ? Comment peuvent-ils croire à la justesse d'une politique algérienne quand leur apparaît mauvais ce qu'ils peuvent eux-même juger directement.

M. C., Viroflay.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Jean Lecanuet
Rédacteur en chef : Henri Bourbon

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉON 70-83

Prix de vente au numéro 150 F
Abonnement : 8 numéros par an ... 1 000 F

SOMMAIRE

N° 15 — AVRIL 1959

ÉDITORIAL	<p>Démocratie des responsables, par Alain Barrère, Professeur à la Faculté de Droit de Paris..... 3</p> <p><i>La notion même de parti politique est à réviser entièrement.</i></p>
QUESTION D'AUJOURD'HUI	<p>Les partis politiques anglais à la veille des élections générales, par Jean Blondel..... 8</p> <p><i>Les fondements et les mécanismes du régime parlementaire le plus vieux du monde.</i></p>
ÉTUDE	<p>Sous la marée du coton bleu, par G. Le Brun-Keris..... 12</p> <p><i>Où vont les 600 millions de Chinois ? La réponse intéresse autant l'Est que l'Ouest.</i></p>
AU FORUM	<p>Nationalisme et Démocratie..... 18</p> <p><i>R. Girardet, l'auteur de La Société militaire dans la France contemporaine et l'un des collaborateurs de La Nation française, J.-M. Domenach, directeur d'Esprit, et E. Borne, directeur de Franco-Forum, s'interrogent sur l'origine, la nature et l'avenir du nationalisme, qui vient de connaître un si spectaculaire réveil.</i></p>
LES PROPOS DE NOTRE TEMPS	<p>L'embarras du choix, par Étienne Borne..... 34</p>
NOS RUBRIQUES NOS CHRONIQUES NOTES DE LECTURE	<p>Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours. Théâtre, Cinéma, Arts.</p> <p>Les Pierres Noires ou les classes moyennes du salut, de Joseph Malègue, par Philippe Sénart.</p> <p>Revue des Livres récents, Revue des Revues.</p>

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (Nom et Prénoms) :

Adresse :

Profession :

déclare souscrire un abonnement d'un an à la revue « France-Forum ». Je vous adresse le montant en chèque bancaire - mandat-poste - mandat-carte - versement C. C. P. PARIS 14-788-84

A le

Signature :

TARIF D'ABONNEMENTS	Ordinaire	Soutien	Le numéro
France Métropolitaine	1 000	2 000	150
Autres pays	1 100	2 000	170

● *Fantômes à revendre.* — Il semble bien que le général de Gaulle ait été un moment tenté d'abandonner l'Élysée pour établir la présidence au château de Vincennes. On comprend en effet que le général supporte mal le Faubourg Saint-Honoré, son cosmopolitisme anglo-saxon, ses frivolités XVIII^e siècle (l'âge peut-être le moins gaulliste de toute l'histoire de France), enfin peut-être la proximité du *Figaro*, respectueux certes, de l'actuelle légitimité comme de toutes les précédentes, mais qui traite avec bien de la désinvolture le Premier Ministre du nouveau régime. Au surplus, la résidence élyséenne est bien étroite pour un chef d'État de la taille du général, qui n'est pas un voyageur sans bagages, mais a

sonniers de ses sévères murailles; après le duc d'Enghien, bien des traitres, vrais ou faux, furent abattus dans ses fossés; le général Gamelin, qui n'était pas superstitieux, y prépara savamment, parmi tant d'ombres sinistres, la grande déconfiture militaire de l'été 40. Décidément les astres consultés n'étaient pas favorables. *Le Figaro* mobilisa des lecteurs indignés contre le départ pour Vincennes, et grâce à cette raisonnable intervention les Champs-Élysées ont eu raison de la citadelle médiévale: Charles de Gaulle n'aura pas son Escorial.

● *Le non-conformisme place Vendôme.* — Interrogé par un journaliste sur sa conception de la justice, l'actuel

veau posée, et l'Assemblée Nationale pourrait avoir prochainement à en débattre. La raison et la justice demandent que soit donné un statut aux maîtres de l'enseignement libre; il aurait été seulement souhaitable que le projet soit préparé par une table ronde où auraient été représentés les partis politiques républicains et d'où aurait pu sortir une paix scolaire qui ne soit pas à la merci d'un changement de majorité; la méthode qui a été choisie ne peut pas empêcher les anticléricaux professionnels de patagner dans les vieux marais. Ainsi M. Deixonne n'a pas manqué de se porter au secours de la laïcité menacée et de dénoncer dans *Le Populaire* cette aggravation de la loi Barangé qui se préparerait clandestinement.

Les arguments de M. Deixonne ne relèvent pas tous du vieil idéalisme combiste et ils font place ici et là à des calculs plus prosaïques. M. Deixonne, à qui rien de ce qui touche à la vie intime de l'Église n'est étranger, n'ignore pas que bien des maîtres de l'enseignement libre sont des congréganistes qui ont fait vœu de pauvreté et qui pourraient être amenés à verser à leur communauté le traitement versé par la République. Cette socialisation éventuelle d'une propriété privée ne dit rien qui vaille au farouche socialiste qu'est pourtant resté M. Deixonne; car maintes congrégations ont hors de France supérieur et siège central, si bien que le bon argent français pourrait ainsi prendre le chemin de l'étranger, perspective que supportent mal notre intérêt et notre patriotisme. Les maîtres laïcs de l'enseignement libre eux-mêmes, poursuit M. Deixonne, pourraient dans leur aveugle dévouement à l'Église ristourner au « denier du culte » une part importante des émoluments dont ils seraient les bénéficiaires. Et ainsi le contribuable français se trouverait menacé de payer des impôts à la fois à l'Église et à l'étranger. Et il faut bien reconnaître que, sans la prophétique vigilance de M. Deixonne, nul n'aurait pu soupçonner l'immensité et l'imminence de tels périls.

● *La grève des candidats.* — L'Académie Française risque de s'en aller en quenouille. Des vides se creusent parmi les quarante et les candidats ne se pressent pas aux portes. L'inappétence est générale, l'anorexie est universelle. M. François Mauriac, accoutumé en romancier de race à crier sur les toits les secrets des familles, vient de lancer le cri d'alarme dans *Le Figaro Littéraire*: l'Académie se meurt, gémit-il ironiquement sur quatre colonnes. Qu'attend M. André Malraux, pour empêcher la ruine de ce musée qui tend à devenir de plus en plus imaginaire?

Le château de Vincennes.

Les fantômes du château inquiètent « Le Figaro ».

besoin de déployer au-dessous de lui, pour le travail et pour le prestige, un vaste appareil de bureaux et d'antichambres. A Vincennes, le général qui vient du fond du passé français se plongeait dans une plus lointaine histoire: avant même que l'actuel château fût planté à Vincennes, un chêne illustre déjà s'y dressait sous lequel était rendue une belle, prompte et bonne justice royale, qui pourrait servir d'exemple en notre siècle de scandales; le récent château fort y abrita la sagesse de Charles V qui faillit, précédent heureux, mettre fin avant le temps à la guerre de Cent Ans; Vincennes enfin est aux antipodes des beaux quartiers, se trouve cerné par toute une marée populaire et à un je ne sais quoi d'austère, d'héroïque parfaitement accordé avec le démon familier du général de Gaulle.

Le rêve poétique est cependant éteint d'une tenue de pierre fort peu digne de vêtir à ses mesures le chef de l'État. De vives oppositions sont venues contrarier l'inclination du général. Vincennes, en effet, est un château fâcheusement hanté d'indiscrets fantômes depuis le temps où il était pour l'Ancien régime une autre et plus lointaine Bastille; des mystiques ou des politiques qui comme Saint-Cyran ou Retz voulaient avoir raison contre la raison d'État furent pri-

garde des sceaux a eu grand tort de montrer qu'il a à la fois de l'esprit et du cœur, valeurs aujourd'hui peu communes et mal comprises: pensant tout haut selon sa vieille coutume, M. Edmond Michelet a avoué qu'il se sentait toujours une faiblesse et une partialité pour les malheureux auxquels les gendarmes passent les menottes, en souvenir du temps où il fut lui-même arrêté, enchaîné et emprisonné pour crime de résistance. Quelques bien-pensants s'émurent, parmi lesquels M. Alain de Sérigny, dont on sait qu'il s'illustra sans péril et sans gloire au moment du 13 mai: ce garde des sceaux trahissait évidemment la société qu'il avait mission de défendre et il importait de lui faire la morale. Un ministre de la justice qui ne s'emploie pas à rassurer les bons et à intimider les méchants fait en effet un assez beau scandale, et on accorde aux sourcilieux censeurs de M. Michelet que défense devrait être faite à un ministre de faire preuve d'humour et d'humanité. Ainsi serait sans doute respecté cet esprit du 13 mai qu'on emploie de toutes parts en haut lieu à contredire et à bafouer.

● *M. Deixonne défend le contribuable français.* — La question de l'enseignement libre va être à nou-

DÉMOCRATIE

DES RESPONSABLES

par ALAIN BARRÈRE.

LA vie politique de la Nation ne se ramène pas à l'activité du Parlement et du gouvernement. La lutte électorale avec ce qui la précède, l'accompagne et la suit, n'est qu'une partie de l'activité politique ; celle-ci n'est pas tout entière contenue au Palais-Bourbon et dans les avenues qui y conduisent. Si la politique a ses militants, la démocratie doit avoir ses responsables. Pourquoi ?

DÉCLIN DU MILITANT ?

On ne saurait se leurrer sur les transformations qui viennent de s'accomplir en quelques mois. Elles représentent une tentative de solution des problèmes posés de longue date avec acuité, mais dont il faut, qu'on l'approuve ou la réprouve, marquer les limites.

De la chute de la quatrième République, on retiendra quelques éléments significatifs. Les militants n'ont pas essayé de la défendre ; mal associés au fonctionnement des institutions, ayant perdu le sens de l'État, n'ayant que trop présent à l'esprit le bien de la Nation entrevu à travers les positions des partis, les militants ont fini par céder, comme avaient déjà cédé les simples citoyens.

La réforme s'est fixé un double but : rétablir le citoyen dans ses droits et ses devoirs, l'État dans ses pouvoirs et ses institutions. Elle consacre le déclin du militant. Même si la solution devait se révéler heureuse — secret de l'avenir — ce ne serait pas suffisant pour fonder la démocratie. Pour réaliser cette tâche, il faut :

— fonder le citoyen dans ses responsabilités pour l'intégrer à la vie démocratique ;

— fonder le peuple en ses milieux de vie, pour l'intégrer dans la Nation.

FONDER LE CITOYEN DANS SES RESPONSABILITÉS.

Que nous enseigne le passé ? Le mode d'intégration à la vie démocratique consistait à militer dans une formation politique.

En réaction, se développe chez ceux qui ne militent pas sur le plan politique une tendance à prendre leurs distances, non seulement à l'égard des partis, mais à l'égard de la politique elle-même. Celle-ci est alors envisagée comme un principe de division sous le prétexte qu'elle suppose des choix préalables ; on tombe finalement dans un « apolitisme » négatif.

D'où une séparation entre, d'une part, ce qui est politique, d'autre part, ce qui ne le serait pas, c'est-à-dire l'action professionnelle, syndicale, sociale, familiale, culturelle. Constituées hors du politique, ces actions se développent en des domaines distincts et bientôt séparés, peut-être même opposés.

Cependant, leur succès dépend de la possibilité de trouver un débouché politique, d'où l'établissement de liaisons entre elles et les partis avec lesquels elles se sentent plus ou moins en relation de cousinage. Chaque grand parti a ainsi dans son sillage des organisations diverses qu'il considère comme autant de suppléants dans un domaine où il ne peut accéder directement, alors que les dites organisations considèrent le parti comme un intermédiaire obligé. Personne n'est soi-même, personne n'est à sa place, et c'est la confusion des genres.

Une concordance de ces actions ne peut être assurée efficacement que si les différences de vues existant fatalement entre elles,

en raison du caractère distinct de leur plan d'action, sont surmontées par une finalité qui ordonne l'ensemble. Cette conception ne peut être que politique. Les syndicalistes, les familiaux, les professionnels ont, autant que les politiques, besoin d'une conception d'ensemble de la Cité et du bien commun à promouvoir. Le politique transcende nécessairement les autres domaines et les ordonne à une fin, car c'est à ce plan que se réalise la synthèse des diverses actions.

Une vie démocratique réelle ne peut se concevoir sans une promotion politique des responsables des grandes activités qui se déroulent autour de la profession, de la famille, des milieux de vie.

Cette promotion ne peut se réaliser sans une modification de la structure traditionnelle des partis et de leur rôle. Ils doivent être suffisamment larges pour rassembler ceux qui, dans une même conception fondamentale, assument des responsabilités dans les divers secteurs de la vie nationale. Sans cela, la politique ne procédera jamais d'une conception authentique de la démocratie.

FONDER LE PEUPLE EN SES MILIEUX DE VIE.

Le corps électoral pas plus que les militants des partis ne constituent le peuple français et ne peuvent donc réaliser cette intégration du peuple dans la Nation sans laquelle il n'y a pas de vie démocratique.

Le peuple, réalité sociologique, n'est pas intégré en tant que tel par des institutions constitutionnelles, il y faut des organismes, des corps représentatifs, formés des véritables animateurs de la vie nationale en ses différents domaines : professionnel, familial, municipal, vie sociale, etc. Regrouper l'opinion en diverses fractures n'est pas nécessairement exprimer la Nation. On y parvient certainement mieux si on intègre le peuple, non plus considéré en ses différences idéologiques, mais représenté en ses milieux de vie.

C'est dire que le parti d'un nouveau style doit exprimer le peuple dans la diversité de ses milieux et être, à son image, une réalité sociologique et non une expression idéologique. Pour être efficace, le parti politique adapté aux conditions nouvelles doit rassembler ceux qui expriment le plus authentiquement la vie du peuple en ses différents milieux, c'est-à-dire les responsables professionnels, syndicaux, sociaux, familiaux... qui sont en prise directe sur les milieux constitutifs du peuple français : paysans, ouvriers et ce tiers-milieu où se rencontrent les dirigeants et cadres d'entreprises, les intellectuels, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales.

Ne se groupant plus autour d'un programme, mais se rassemblant parce que responsables d'une action réelle, ils déterminent ensemble les grandes options susceptibles de donner une finalité commune précise à la vie démocratique qu'ils conduisent déjà, mais trop souvent en ordre dispersé.

Le problème est maintenant de savoir s'il est possible de concevoir un nouveau type de formation politique exprimant ce que les institutions de l'État ne peuvent exprimer : la démocratie conçue comme la vie du peuple considéré en ses différents milieux et représentée par ceux qui assument la responsabilité d'en animer les différents secteurs.

● Le reclassement des forces politiques en France.

● Italie : faillite du système ?

● Les partis dans la Cinquième.

Mal remis de la tempête qui faillit les emporter en même temps que la IV^e République, les partis politiques ont visiblement du mal à s'adapter au nouveau régime. Se résignant difficilement à voir le Parlement « décapité », n'ayant pas encore retrouvé une large audience auprès de l'opinion, ils sont aux prises pour la plupart avec de graves difficultés internes.

Parce qu'ils ont enregistré un lourd échec aux dernières législatives, mais surtout parce qu'ils sont profondément divisés, socialistes et radicaux sont actuellement les plus touchés. On ne compte pas moins de trois partis qui se disent socialistes : le parti socialiste S. F. I. O., le parti socialiste autonome constitué au moment du référendum par des transfuges de la S. F. I. O. (dont Depreux, Verdier, Savary), hostiles au général de Gaulle, l'Union de la Gauche socialiste (U. G. S.), issue elle-même de la fusion de plusieurs groupuscules de la « Nouvelle Gauche ». Seuls les socialistes S. F. I. O. sont représentés au Parlement. Sous la conduite de M. Guy Mollet, ils s'efforcent d'y pratiquer une opposition « constructive », ce qui les met dans une situation bien délicate. S'ils critiquent trop vivement la politique gouvernementale, leurs troupes risquent de les entraîner à s'allier aux communistes, ce qui ne saurait tenter les dirigeants socialistes, déjà échaudés. S'ils modèrent leurs propos, ils ne peuvent plus alors tirer aucun profit de leur opposition.

Les radicaux, eux aussi, sont divisés en trois tendances : « valoisien », ils sont restés fidèles au vieux parti et à leur jeune président, M. Félix Gaillard ; « moriciens », on les retrouve au Centre Républicain, attendant que leur leader, M. André Morice, redevienne parlementaire (il se ferait élire sénateur en Algérie) ; « mendésistes », enfin, ils ont suivi leur idole à l'Union des Forces Démocratiques.

L'U. F. D., créée au lendemain du 13 mai, afin de regrouper les formations de la gauche non communiste, a donc jusqu'ici largement échoué, si l'on en juge par la « balkanisation » actuelle de la gauche française. Paraissant avoir beaucoup de mal à se relever de son échec électoral de novembre, elle est en proie à de sérieuses dissensions internes. Marxistes et non marxistes s'y opposent, les premiers ne voulant pas aliéner leur

pureté doctrinale dans un rassemblement trop vaste. De plus, les exigences des différentes formations qui ont adhéré à l'U. F. D. paraissent inversement proportionnelles à leur importance. Si bien que nul ne sait quand pourra être dépassé le stade des pourparlers préliminaires.

Malgré les apparences, les élections municipales n'ont pas modifié les problèmes qui se posent aux partis de gauche. Elles les ont seulement aggravés.

La constitution de listes de Front Populaire constitue une menace certaine pour l'unité de la S. F. I. O. Mais surtout par la faute du scrutin majoritaire, les barrières sont maintenant levées entre les masses électorales des partis dits de gauche, qui sont toutes plus ou moins drainées vers le parti communiste, seul bénéficiaire finalement de ces élections.

La droite est certainement moins divisée, la situation est cependant loin d'y être stabilisée. Le Centre des Indépendants-Paysans n'a jamais eu beaucoup d'autorité sur ses élus. Le scrutin d'arrondissement paraît l'avoir considérablement affaibli. Par ailleurs, se préoccupant essentiellement des parlementaires, il est touché plus que d'autres par la disparition du régime d'Assemblée.

Apparue brusquement en novembre dernier dans le firmament politique, la nébuleuse U. N. R. n'a encore, pour sa part, donné naissance à aucun astre. Maintenant que la saison des élections est à peu près terminée, ses dirigeants vont s'efforcer de l'organiser. Mais là aussi le poids des parlementaires risque d'être trop lourd. Différentes tendances ne manqueront pas de se manifester parmi ceux-ci. Et il est inévitable que des dissidences naissent, dans la mesure où de nombreux élus de l'U. N. R. qui viennent de se faire battre aux municipales paraissent d'ores et déjà voués à l'échec, s'ils cherchent à se représenter sous la même étiquette. Il existe, en effet, une loi toujours vérifiée du comportement politique du député, selon laquelle celui-ci a tendance à évoluer comme son corps électoral. Mais que seront devenus les électeurs de l'U. N. R. dans cinq ans ?

Au centre, par contre, la quasi-disparition des radicaux et de l'U. D. S. R. ouvre des perspectives nouvelles au M. R. P. De tous les partis traditionnels, c'est le M. R. P., précisément, qui avait le mieux effectué le passage d'une république à l'autre. Résistant d'une façon inattendue à l'épreuve du scrutin d'ar-

rondissement, puis à l'extension du scrutin majoritaire pour les municipales, il a donné, depuis le 13 mai, de nombreux signes d'une incontestable vitalité.

Un certain nombre de responsables syndicaux, ouvriers et ruraux, et d'anciens dirigeants de mouvements de jeunesse, principalement d'Action catholique, ayant créé le Rassemblement des Forces Démocratiques, des contacts fructueux ont été établis avec le M. R. P. dès avant le Congrès extraordinaire que celui-ci a tenu à Clichy, au début de février, et au cours duquel furent prises des positions favorables à l'élargissement.

Depuis, les conversations ont repris qui devraient permettre de présenter un bilan positif au congrès M. R. P. qui se tiendra, comme chaque année, à l'Ascension.

Ainsi le M. R. P. pourrait-il jouer, comme beaucoup l'espèrent, le rôle de « parti-pilote » capable de donner l'exemple aux autres partis en vue de s'adapter au nouveau régime.

Une adaptation des partis est, en effet, inéluctable. Mais toute la question est de savoir si cette adaptation se fera peu à peu, au gré des événements et sous la pression des circonstances, ou si l'on assistera à une rénovation, à une régénération partant du sein même des partis. De la réponse à cette question dépendra, pour une large part, la place des partis dans la V^e République.

L'instabilité gouvernementale et l'omnipotence du Parlement expliquaient sans doute pour une large part la faiblesse, sinon la faillite des partis sous la IV^e République et la désaffection de l'opinion à leur égard.

Aujourd'hui, la Constitution, qui, pour la première fois, garantit l'existence des partis, est tout entière conçue pour assurer la stabilité gouvernementale et interdire les empiètements du Législatif sur l'Exécutif.

Ainsi les partis ne seront-ils pas trop exclusivement accaparés par la vie parlementaire et pourront enfin faire participer le peuple tout entier à la vie politique de la nation.

Une nouvelle chance est donc offerte aux partis, sauront-ils la saisir ?

● Crise du régime en Italie.

Sur cinq électeurs italiens, deux votent démocrate-chrétien et un autre communiste, la quatrième hésite entre

Deux millions de chômeurs.

Un bureau de chômage en Italie.

les socialistes nenniens et saragatiens, six ou sept formations du centre ou de droite s'arrachent le dernier. La Chambre des Députés comptant 596 membres, la Démocratie Chrétienne y occupe une situation dominante puisqu'il ne lui en manque que 26 pour atteindre la majorité absolue. Mais en l'absence d'un « leader » incontesté ce sont précisément ces 26 voix qui posent à la politique italienne un problème insoluble.

Il n'y a pas de majorité possible sans la Démocratie Chrétienne. Mais un gouvernement démocrate chrétien homogène ne repose sur aucune base stable. Pendant plus de cinq ans, M. de Gasperi, avait pu gouverner grâce à la coalition de la D. C. avec les autres partis centristes : socialistes de M. Saragat, républicains et libéraux.

Une fois disparu le grand homme d'État italien, cette entente s'est avérée

de plus en plus fragile. Malgré tout, la Démocratie Chrétienne réussit depuis des années ce tour de force de gouverner avec une faible marge de sécurité, mais sans trop pencher ni à droite, ni à gauche. Cela se paie, cependant, par une instabilité ministérielle chronique et par un certain immobilisme.

Conscient des dangers que cette situation ne manquerait pas de faire courir, à terme, au régime parlementaire,

● **La réorganisation de la Défense nationale, ou l'administration devance la stratégie.**

M. Fanfani avait constitué, au lendemain des élections de 1958, un cabinet ne comprenant que des démocrates chrétiens et des socialistes saragatiens, avec l'intention plus ou moins avouée de pratiquer « l'ouverture à gauche », c'est-à-dire d'amener les socialistes nenniens à quitter l'opposition.

En agissant ainsi, M. Fanfani ne pouvait pas ne pas mécontenter l'aile droite de son parti. Mais le problème social domine la vie politique italienne. Malgré une industrialisation rapide du pays, l'Italie compte toujours deux millions de chômeurs. Il y a là un véritable « drame des pauvres », comme l'écrivait déjà à M. Fanfani, en 1955, M. Giorgio la Pira, alors maire de Florence, dans une retentissante lettre ouverte. Or, pour réaliser sa politique sociale, la Démocratie Chrétienne a besoin de l'appui permanent des formations de la gauche non communiste.

Malheureusement, M. Fanfani, après neuf mois d'expérience, a été mis en minorité à la suite de la défaillance des « francs-tireurs » situés à l'aile droite de son parti. Mais, surtout, son appel n'avait pas été entendu par M. Nenni.

M. Nenni est, à vrai dire, dans une situation très particulière. Ayant rompu avec les communistes au moment de l'affaire de Hongrie, il n'a cessé depuis d'accroître son autonomie. Toutefois, ses amis sont en minorité dans son propre parti, ils n'occupent qu'un tiers des sièges au Comité Directeur, et l'appareil du parti est encore en majorité entre les mains de partisans de l'union avec les communistes.

Sa liberté d'action est donc fort réduite. Aussi a-t-il été obligé d'inventer une nouvelle solution : « l'alternative ». « Les électeurs italiens doivent choisir entre la Démocratie Chrétienne et nous, a-t-il dit en substance. Nous devons être prêts à prendre la relève. » Ceci est proprement utopique, et M. Saragat n'a pas manqué de le souligner. Sans doute M. Nenni spéculait-il sur des dissensions au sein de la Démocratie Chrétienne et espère-t-il obtenir le soutien communiste. L'écart reste toutefois considérable entre le rêve et la réalité. Pour tenter de mettre un terme aux difficultés de son propre parti, M. Nenni paraît bien s'être évadé dans l'irréalisme !

M. Segni, nouveau président du Conseil italien, qui succède à M. Fanfani, a constitué pour sa part un gouvernement monocolor. Il a franchi sans difficulté le cap de l'investiture, toutes les

formations de droite votant pour lui. Situation paradoxale, en vérité, puisque son programme est identique à celui de M. Fanfani. Ce gouvernement paraît devoir durer longtemps, si toutefois la paix sociale n'est pas menacée, mais sa fragile assise parlementaire lui permettra-t-elle de gouverner efficacement ?

● **Vers l'armée de métier. Mais pour quoi faire ?**

« L'armée par nature est réfractaire aux changements », écrivait en 1934 le colonel de Gaulle. « Vivant de stabilité, de conformisme, de tradition, l'armée redoute, d'instinct, ce qui tend à modifier sa structure. »

Aussi faut-il saluer comme un événement hors série l'ordonnance du 7 janvier sur l'organisation générale de la défense, dans la mesure où elle doit modifier de fond en comble le statut de notre défense nationale. La portée de cette réforme est en effet très grande, quoique des réserves, des critiques même, doivent être émises.

Il s'agit en réalité d'une véritable « loi-cadre » dont les conséquences ne seront d'ailleurs perceptibles que dans quelques années. La plupart des dispositions de ce texte n'entreront en effet en vigueur qu'en 1965, car on arrive actuellement à la période des classes creuses qui correspond aux naissances de 1939 à 1945. Il faudra donc attendre que soit résolu le grave problème des effectifs.

Un maître mot domine toute la réforme et en livre l'explication : celui de « permanence ». Aux distinctions traditionnelles entre la guerre et la paix, l'avant et l'arrière, les militaires et les civils, est substitué le principe de la permanence :

— permanence de l'organisation de défense dans le temps, car, en cas d'attaque, aucun délai ne serait laissé pour la mise sur pied de l'appareil militaire;

— permanence de la défense dans l'espace, les notions anciennes de « zone des armées » et « d'arrière » n'ayant plus aucune raison d'être à l'âge de la guerre en surface;

— permanence fonctionnelle, dans une collaboration constante entre civils et militaires, mais surtout dans la notion même de service militaire.

Dorénavant, les Français seront soumis aux obligations militaires de 18 à 60 ans. Le système envisagé sera très souple et s'inspire très fidèlement des idées émises jadis par le général de Gaulle. L'égalité du service militaire est

supprimée. Dans les armes techniques, le service pourra être de deux ans, tandis qu'il ne dépasserait pas dix-huit mois pour le reste du contingent qui serait alors obligé, une fois retourné dans ses foyers, de suivre de courtes périodes pendant les années suivantes. On aboutirait ainsi au « service différencié » prôné il y a vingt-cinq ans par le général de Gaulle.

Après 37 ans et jusqu'à 60 ans, les hommes seraient versés dans le service de défense. Aussi en cas de guerre, et quelles que soient leurs affectations, ils tomberaient automatiquement sous le coup des tribunaux militaires.

C'est précisément l'un des aspects essentiels de ce texte que d'accroître considérablement les pouvoirs du gouvernement en la matière. On sait, notamment, que l'état de siège est très

Où ? Combien ? Pourquoi ?

rigidement réglementé par la Constitution (décrété en Conseil des ministres, il ne peut être prorogé au-delà de douze jours sans l'autorisation du Parlement). Aussi l'ordonnance crée-t-elle la notion nouvelle de « mise en garde » qui confèrera au Gouvernement d'immenses pouvoirs sans aucun contrôle !

En même temps, le rôle de l'armée dans l'orientation de la politique de défense est considérablement accru. Le Chef d'État-major général de la défense nationale réunira entre ses mains des attributions qu'aucun chef militaire n'avait exercées depuis bien longtemps. Le général Ely, qui vient d'être nommé à ce poste, sera donc chargé à la fois de fonctions strictement civiles puisqu'elles touchent aussi bien à l'économie qu'aux affaires étrangères par le biais

des négociations internationales et inter-alliées, et purement militaires, puisque la répartition et l'emploi des forces sont de son ressort.

Nous nous orientons donc vers une suprématie des militaires qui, au nom d'une organisation « totale » de la Nation pour sa défense, voient leurs pouvoirs singulièrement renforcés.

On ne peut qu'approuver l'institution prochaine d'une armée de métier, correspondant aux vues prophétiques du général de Gaulle dont avaient su tirer profit depuis longtemps la plupart des armées modernes.

Par contre, à quoi cela sert-il de gonfler, dès maintenant, les pouvoirs de notre armée, puisqu'elle est toujours en quête d'une doctrine ? L'ordonnance du 7 janvier est un beau monument, mais

ce n'est qu'une façade. Car notre politique militaire n'est toujours pas définie.

« La politique d'un État, disait Napoléon, est dans sa géographie. » Mais qui pourrait dire quelle doit être la géographie de notre politique militaire, sur quelle aire doit s'étendre notre armée. Tant que la plus grande partie de notre armée restera bloquée en Algérie, les possibilités de choix demeureront restreintes. Et il sera bien difficile d'adopter une répartition des forces répondant convenablement aux objectifs de notre politique en Europe, dans la communauté, et de part et d'autre de la Méditerranée. Tant que nos stratèges ne pourront prendre de décision en ce domaine, la réforme de notre défense nationale sera, craignons-le, vaine et illusoire.

Les partis politiques britanniques avant le

LA vie politique anglaise commence à être à nouveau dominée par cette même atmosphère d'incertitude qui précède toujours les élections générales. Une fois de plus, les journaux font des pronostics, mais, comme toujours, ils restent très imprécis sur la question qui domine toutes les autres, celle de la date de la dissolution du Parlement. La Chambre des Communes, élue pour cinq ans en mai 1955, arrivera à l'expiration de son mandat en mai 1960; il est si courant de voir le Premier Ministre demander une dissolution avant la fin de la législature que, depuis quelques mois, comme au début de 1955, les commentateurs se demandent s'il ne faut pas s'attendre à voir les élections générales prendre place en mai 1959, ou en octobre, plutôt qu'à partir de mars 1960. Pour des raisons techniques ce sont en effet les seules dates qui puissent être retenues : de juin à septembre, la période des vacances paraît exclure la possibilité d'une consultation; à partir de novembre, le brouillard et le froid risqueraient d'augmenter l'absentéisme.

Toutes sortes de considérations sont de nature à influencer sur la date qui sera choisie par M. MacMillan. En définitive, la plupart de ces considérations se résument à la façon dont le Premier Ministre appréciera la situation respective des forces en présence. La dissolution a, en effet, perdu presque complètement la signification qui lui était attribuée dans les manuels constitutionnels : elle n'est plus une arme utilisée par le Premier Ministre contre une Chambre récalcitrante ou une majorité en déliquescence ; elle est devenue un avantage tactique donné au Premier Ministre lui permettant de choisir le moment le plus favorable pour consulter les électeurs, et le terrain sur lequel la bataille aura lieu. La dissolution sert de contre partie à l'avantage que présente pour l'opposition le fait de bénéficier de l'usure provoquée par le pouvoir dans l'équipe ministérielle. Elle repose donc, dans une large mesure, sur la donnée fondamentale traditionnelle de la vie politique anglaise, le bipartisme et l'alternance des partis au pouvoir; sans un système à deux partis charpentés et profondément ancrés dans le pays, il est vraisemblable qu'une telle dissolution perdrait son sens, encore qu'il soit vrai qu'inversement la dissolution a certainement aidé à orienter

la vie politique autour de ces deux pôles. C'est pourquoi, à la veille d'une dissolution, il est toujours intéressant de faire, comme le Premier Ministre lui-même, le point de l'état des forces politiques en présence.

Le système charpenté et rigide des deux grands partis.

La vie politique anglaise est essentiellement caractérisée par trois faits pratiquement inconnus en France : un bipartisme presque absolu, une ossature très charpentée à travers tout le pays, et une rigidité très stricte des partis.

Le premier point est bien connu : sur 625 membres de la Chambre des Communes élus en 1955, il y eut 344 conservateurs, 277 travaillistes et seulement 8 députés des autres partis, dont 6 libéraux. Si l'on considère le nombre de suffrages exprimés, on constate que 25 700 000 sur 26 800 000 sont allés aux deux grands partis, les libéraux recueillant les trois quarts des 1 100 000 voix restant. Cette situation est due, il est vrai, dans une certaine mesure, à l'absence de combats triangulaires dans un grand nombre de circonscriptions; mais, même en 1950 où les libéraux avaient présenté 475 candidats pour 615 sièges, les deux grands partis étaient parvenus à obtenir 25 800 000 suffrages sur 28 800 000, soit près de 90 % des suffrages; les Libéraux avaient obtenu moins de 10 % des voix; et ils n'avaient conquis que 7 sièges, soit à peine plus de 1 % du total de la Chambre.

Si de tels résultats sont partiellement dus au scrutin uninominal à un tour, d'autres considérations entrent en ligne de compte pour expliquer cette polarisation de l'opinion autour des deux grands partis. L'une d'entre elles est le degré considérable d'organisation territoriale des deux grands partis à travers le pays. Les deux partis sont des partis de masses, possédant un nombre imposant d'adhérents et de fonctionnaires permanents aussi bien à Londres qu'en province. Les deux organisations se ressemblent d'ailleurs d'assez près. L'unité de base est l'organisation de la circonscription, généralement elle-même subdivisée en organisations de quartier ou de village, où les membres du parti se réunissent. Le nombre des adhérents dans une circonscription,

comprenant en général 50 000 à 60 000 électeurs, est évidemment très variable suivant que la parti considéré est fort ou faible dans cette circonscription; mais, dans les circonscriptions où leur force est moyenne, chacun des partis peut compter sur un effectif de 1 500 à 4 000 adhérents, les travaillistes étant plus près du premier chiffre, les conservateurs plus près du second. Les cotisations, et aussi les ressources provenant des fêtes, bals, etc., organisés par le parti permettent de maintenir un appareil permanent au niveau de la circonscription dans la moitié des circonscriptions pour les travaillistes, et dans un beaucoup plus grand nombre de circonscriptions pour les conservateurs. On trouvera alors un « agent » ou « secrétaire » du parti, chargé de l'administration et de la propagande, et au moins une dactylo.

A partir de cette organisation, l'activité du parti, et en particulier l'activité en période électorale, peut être organisée : c'est à partir de la permanence que l'on expédiera les équipes de volontaires chargées de faire du porte à porte, que l'on dressera un plan de ramassage des électeurs invalides en voiture, et que l'on s'attachera, dans les dernières heures du scrutin, à faire voter les électeurs qui n'ont pas encore accompli leur devoir électoral (1). Une élection est une bataille que l'on cherche à mener systématiquement et où, en particulier, les organisateurs des partis veulent éviter l'influence du hasard et de l'absentéisme, surtout dans les circonscriptions « marginales » dans lesquelles la différence de force entre les deux partis est assez faible pour que l'absentéisme et le transfert des voix d'un petit nombre d'électeurs puissent renverser le résultat.

Les conservateurs sont en général mieux organisés, et leurs adhérents individuels sont plus nombreux que les adhérents individuels travaillistes; cette inégalité est compensée par la présence d'autres catégories d'adhérents à l'intérieur du parti travailliste. Celui-ci compte en effet, à côté du million d'adhérents des circonscriptions, 5 millions et demi d'adhérents venant des syndicats (beaucoup sont à vrai dire comptés deux fois). Le parti travailliste a

(1) Les partis s'attachent, avant les élections, à connaître le nombre de leurs supporters en allant de porte à porte demander à chaque électeur s'ils peuvent compter sur son suffrage (canvassing).

lections générales

toujours été une fédération de groupements de nature diverse : dès sa fondation, il était formé des syndicats et des représentants des partis socialistes existant à la fin du XIX^e siècle; la réforme des statuts de 1918 a créé les adhérents individuels; certaines coopératives ont adhéré à leur tour; mais l'apport le plus considérable provient évidemment des syndicats dont un grand nombre adhèrent au parti, et parmi eux, tous les plus importants. Ce caractère fédéral du parti est marqué à la fois à l'échelon central et à l'échelon local. A la Commission exécutive nationale, 12 membres sur 28 représentent les syndicats, et 6 autres (le trésorier et 5 représentants féminins) sont nommés par le Congrès où les syndicats prédominent par suite de l'énorme majorité de leurs adhérents, les groupements de circonscriptions n'ont pour leur part que 7 membres, et les associations socialistes un seul, ce qui permet aux syndicats d'avoir, s'ils le désirent, une perpétuelle majorité (les deux derniers membres sont le leader et le vice-leader, nommés par le groupe parlementaire, qui ne peuvent pas se risquer à mécontenter les syndicats). Ce sont aussi les syndicats qui procurent au parti la plus grande partie de ses fonds. A l'échelon local, les syndicats sont représentés dans les appareils de direction, et des syndicalistes occupent très souvent des postes de représentants d'associations de quartiers; ils sont d'ailleurs fréquemment conseillers municipaux. Sur le plan parlementaire, la symbiose est également manifeste, puisque plus du tiers du groupe actuel (une centaine de membres) est constitué de députés choisis par les syndicats les plus importants : ceux-ci paient en particulier leurs dépenses électorales. Aussi, comme chez les conservateurs, l'organisation administrative centrale peut-elle être considérable : « Abbey House », et « Transport House », sièges respectifs des partis conservateur et travailliste, sont véritablement des sièges sociaux de grandes sociétés, avec un personnel très nombreux et un fonds de roulement important. De même, les fonds électoraux se trouvent être très vastes : le parti travailliste a pu récemment dire qu'il envisageait de dépenser 750 000 livres sterling soit plus d'un milliard de francs, lors des prochaines élections.

Cette assise territoriale et cette richesse des deux partis leur permettent de se présenter aux élections dans des

Le régime parlementaire britannique a toujours fait l'admiration des démocraties européennes qui ont souvent cherché à l'imiter. Mais connaissons-nous le système des partis, tel qu'il fonctionne outre-Manche ? L'approche des élections générales en Grande-Bretagne offre à Jean Blondel, assistant de sciences politiques dans une Université anglaise, l'occasion de nous révéler un aspect totalement inconnu de la vie politique anglo-saxonne.

conditions matérielles favorables; mais elle ne saurait se maintenir sans une discipline stricte des membres des partis. Cette discipline est souvent due à des raisons pratiques. Au cours de la période 1950-1953, le parti travailliste d'abord, le parti conservateur ensuite, ont obtenu des majorités très faibles : en 1950, la majorité travailliste était de 6 sièges; en 1951, la majorité conservatrice était de 18 sièges : pour pouvoir se maintenir, le gouvernement devait être soutenu par un groupe parlementaire discipliné; si un certain nombre de parlementaires du parti votaient contre le gouvernement, ou même s'abstenaient, le gouvernement aurait été battu. Mais cette discipline est également due à des raisons plus profondes : le système des deux partis ne peut pas avoir de sens si l'électorat n'a pas conscience qu'il se trouve en face d'un choix entre deux programmes à la fois distincts et précis; en votant pour un candidat travailliste ou conservateur, il doit pouvoir savoir qu'il en résultera une orientation de la politique du pays dans un sens déterminé. Si les deux partis se trouvaient en fait divisés au moment du vote à la Chambre, toute la philosophie sur laquelle repose l'alternance entre le gouvernement et l'opposition s'écroulerait. L'électeur, à qui on demande de voter pour un parti beaucoup plus que pour un homme, ne pourrait plus être certain qu'en votant pour un candidat il vote effectivement pour la mise en application du programme défini par le parti de ce candidat.

C'est pourquoi, même lorsque la majorité gouvernementale est beaucoup plus considérable, comme depuis 1955 ou dans le Parlement de 1945, il est exigé des députés une discipline tout aussi stricte que lorsque la majorité est faible. Lors de l'affaire de Suez, malgré l'opposition farouche manifestée verbalement par certains députés conservateurs, aucun d'eux ne vota contre le gouvernement : leur désaccord fut seulement marqué par l'abstention, et encore dans certains votes seulement. De même, le seul député travailliste connu pour être ouvertement favorable à l'expédition se contenta de s'abstenir. La plupart de ces députés se sont d'ailleurs trouvés en difficulté avec l'appareil de leur circonscription; le député travailliste et l'un des conservateurs (M. A. Nutting) préférèrent démissionner de leur mandat. Si les conservateurs attaquent

en général les travaillistes pour leur discipline exagérée (les députés de ce parti s'engagent à l'avance à voter dans le sens adopté par la majorité du groupe), les conservateurs ne paraissent pas davantage disposés à octroyer à leurs députés une plus grande indépendance de vote : la rigidité n'a pas pris chez eux la forme d'un engagement écrit, mais elle est une coutume tout aussi astreignante. Cette discipline parlementaire est mise en œuvre par l'intermédiaire des « whips », des « fouets », qui sont les membres de chaque groupe chargés de contrôler le vote des députés à la Chambre, vote qui est personnel suivant la forme qui vient d'être adoptée en France au Sénat. Mais cette discipline se traduit aussi dans toute l'activité des partis, aussi bien dans les circonscriptions que dans les collectivités locales; il est vrai que, dans ces dernières, la discipline exigée par le parti travailliste est beaucoup plus grande que celle des conservateurs.

Le bipartisme et l'opinion.

La discipline des parlementaires et des adhérents constitue donc une des données du bipartisme britannique. Mais discipline ne signifie pas fossilisation des programmes et des doctrines, même si, lorsqu'on suit la politique quotidienne, l'on a très souvent l'impression d'une rigidité exagérée. L'histoire de la politique d'après guerre a au contraire montré que les deux partis étaient capables, dans une mesure non négligeable, de mouler leur doctrine sur ce qui leur semblait être les nouvelles tendances de l'opinion. La rénovation du parti conservateur après sa défaite de 1945 a été profonde : au cours de la période 1946-1948, des hommes comme R. A. Butler, Sir D. Maxwell-Fyfe (Lord Kilmuir) se sont attachés à donner une nouvelle physionomie au parti qui semblait avoir perdu les élections de 1945, malgré la popularité de M. Churchill, parce qu'il était le parti des riches. C'est à cette rénovation que beaucoup de conservateurs attribuent la rapidité du redressement conservateur qui conduisit à la victoire de 1951. De la même manière, quoique avec moins de succès jusqu'à présent, le parti travailliste paraît avoir voulu tirer les leçons de ses deux défaites successives de 1951 et de 1955.

Cette dernière défaite fut particulièrement ressentie parce que c'était la première fois depuis de longues années que le parti au pouvoir parvenait à accroître sa majorité et que le parti travailliste perdait des voix depuis 1931. Elle paraît manifester l'existence d'un véritable divorce entre le parti et l'opinion : journaux et revues travaillistes furent remplis d'articles insistant sur la nécessité de « repenser » la doctrine du parti, si celui-ci voulait regagner sa popularité. Il semblait que le public ne suivait plus le parti dans sa politique de nationalisations, ni dans sa politique de contrôle et de dirigisme : le parti conservateur paraissait avoir démontré que « la liberté réussissait ».

Il serait certainement très exagéré de dire que le parti travailliste est parvenu à repenser sa doctrine et à la présenter de façon satisfaisante pour le public. La tâche était probablement beaucoup plus ardue qu'elle ne l'avait été quelques années plus tôt pour les conservateurs. Il est certainement toujours plus difficile de modifier l'idée que l'on a de l'avenir de la société que de s'adapter à une transformation que d'autres sont en train de faire. Mais, indépendamment même de cette difficulté d'ordre psychologique, la structure même du parti travailliste rendait une telle modification presque impossible. En règle générale, de telles modifications doivent provenir de « jeunes turcs » contraignant les dirigeants à se rendre compte de leurs erreurs et non de dirigeants anxieux de convaincre des « jeunes turcs ». Or le parti travailliste se trouvait dans une situation très particulière. Les « jeunes turcs », ce sont, si l'on peut dire, les éléments minoritaires qui ont toujours, pour des raisons d'ailleurs diverses, considéré que la voie moyenne choisie officiellement était nettement trop modérée et qu'il fallait adopter le socialisme intégral. Or la leçon qui devait être tirée des élections de 1955 était au contraire que l'opinion considérait la voie moyenne elle-même comme trop doctrinaire. Toute tentative de refonte de la pensée du parti devait donc provenir plutôt des dirigeants que des minoritaires. Mais, si certains dirigeants étaient nettement décidés à pratiquer une telle refonte, d'autres — et plus particulièrement les syndicalistes — étaient devenus, au sens propre du mot, conservateurs : ils voulaient défendre le statu quo des nationalisations et des contrôles qui les satisfaisaient; s'ils ne voulaient pas aller plus loin, ils ne voulaient pas abandonner l'idéal traditionnel. Pour contrebalancer l'influence des syndicalistes, les dirigeants désireux de repenser le parti ne trouvaient pas un groupe « néo-travailliste », pourrait-on dire,

analogue en importance au groupe « néo-conservateur » sur lequel M. Butler avait pu s'appuyer pour réorganiser la doctrine de son parti.

La défaite de 1955 n'a donc pas pu provoquer une transformation radicale du travaillisme. Elle a tout de même eu le résultat de diminuer considérablement les divergences d'opinion qui avaient existé entre 1951 et 1955. A vrai dire, cette nouvelle unité du parti est probablement fragile : le réveil du groupe « Victoire pour le socialisme » en 1958 est là pour manifester que les tendances de gauche sont toujours vivantes dans le parti. Mais les dirigeants n'ont pas eu à utiliser contre celles-ci les mêmes menaces que pendant la période précédente. La raison tient peut-être en partie au fait que même les éléments de gauche reconnaissent inconsciemment que l'opinion n'est pas actuellement en leur faveur. Elle paraît tenir aussi en très grande partie à la modification d'attitude de M. Bevan.

Il est vrai que celui-ci n'incarnerait pas, à l'époque du « bevanisme », tous les courants de gauche du parti. Il est également vrai que le « bevanisme » était surtout une doctrine de politique étrangère. Mais, tant que M. Bevan était dans l'opposition à l'intérieur du parti, il constituait une menace constante pour la direction; ses actes ne pouvaient manquer d'être étudiés, ses prises de position ne pouvaient manquer de paraître engager le parti en quelque manière, ne fût-ce que parce qu'on pouvait toujours supposer qu'il triompherait un jour. Les conservateurs pouvaient toujours brandir la menace du « bevanisme » devant une opinion que le mot même inquiétait. Il est possible que le changement d'attitude de M. Bevan ait été, lui aussi, une conséquence de la défaite de 1955 : dans la mesure où le leader gallois est convaincu de l'importance d'un changement de politique étrangère pour sauver la paix, il a probablement reconnu qu'un tel changement ne pouvait être obtenu que si le parti travailliste adoptait un programme relativement modéré et que si lui-même tempérait les allures les plus vibrantes de sa politique.

Tout se passe donc comme si, au moins en surface, le parti travailliste était parvenu, sous la pression des résultats de 1955, à être à la fois plus discipliné et plus sensible à la modération actuelle du corps électoral. En ce sens, il est donc incontestable que les deux partis se trouvent avoir accepté les modifications imposées par les circonstances, beaucoup plus qu'ils ne se sont raidis dans une attitude de conformisme absolu. C'est certainement une preuve des possibilités d'adaptation des partis à l'opinion publique, que certains ne

manquent d'ailleurs pas de trouver exagérée. La discipline du corps électoral ne l'empêche donc nullement de parvenir progressivement à influencer l'attitude générale des partis, dont toute la souplesse paraît reposer sur la conviction que, faute de modifier leurs principes, ils seraient condamnés, par l'opinion, à rester perpétuellement dans l'opposition.

Cette souplesse vis-à-vis de l'opinion apparaît encore, quoique de façon négative, à propos du mouvement qui a paru un moment être le prélude du « renou-

Harold MacMillan.

A droite...

veau libéral ». A partir de 1956-1957, un certain courant d'opinion s'est développé en faveur de l'idée que le bipartisme était devenu insupportable parce que les deux partis étaient devenus si massifs qu'ils ne pouvaient plus s'adapter aux besoins de l'homme de la rue et ne se souciaient plus que des intérêts des groupes importants, syndicats ou groupes patronaux. A la bureaucratie administrative s'ajoutait la bureaucratie des deux partis et des éléments qui leur étaient alliés. Le mouvement, confiné d'abord à certains milieux intellectuels, prit une extension dans l'opinion et fut en quelque sorte pris en charge par le parti libéral; celui-ci gagna de nombreux suffrages dans plusieurs élections partielles et parvint même, en mars 1958, à enlever un siège du sud-ouest de l'Angleterre, Torrington, dans le Devon, événement qui ne s'était pas produit à une élection partielle depuis 1929.

Depuis lors, les succès libéraux sont devenus beaucoup plus modestes. Dans bien des cas, et en particulier en février 1958, à Rochdale, le succès libéral était dû à des circonstances particulières : les industriels du textile du Lancashire voulaient manifester leur mécontentement vis-à-vis de la politique du gouvernement en matière de

tissus importés de Hong-Kong. Il semble bien que les considérations de pur libéralisme aient été plus d'une fois mélangées à de la simple amertume; le fait que le gouvernement ait toujours été plus touché que le parti travailliste montrait qu'il s'agissait d'une protestation de circonstance plutôt que d'une attaque généralisée contre le manque de vitalité des partis. Il semble fort probable que ces succès ne se répéteront que dans des proportions beaucoup plus modestes aux élections générales, lorsque l'enjeu de la bataille sera vraiment

peut-être en passe de se produire dans un cas, il est vrai, assez particulier. Un des députés conservateurs opposés à l'expédition de Suez avait été condamné par l'association de sa circonscription qui lui avait choisi un successeur (tout en n'ayant évidemment pas pu le forcer à démissionner pour le moment). Après deux ans d'efforts, ce député, M. N. Nicolson, est parvenu à faire admettre que la question soit à nouveau tranchée, mais cette fois par voie de référendum ouvert à tous les adhérents du parti dans la circonscription. Quel que soit le résultat

vainqueur l'emportera d'une courte tête, mais on refuse en même temps de nommer ce vainqueur. A cela, il y a plusieurs raisons : d'une part, l'inconnue libérale complique certainement les pronostics. S'il est tout à fait clair que les libéraux gagneront très peu de sièges, ils peuvent jouer un rôle indirect considérable en enlevant des voix aux autres partis; ils peuvent provoquer une victoire travailliste si, comme dans les élections partielles, ils enlèvent plus de voix aux conservateurs qu'aux travaillistes. D'autre part, il semble que, plus que jamais, il y aura des différences régionales dans les modifications de l'opinion : étant donné que le problème du chômage jouera un rôle dans la consultation, il y a des raisons de croire que le mouvement en faveur du parti travailliste sera plus grand, là où le chômage est plus important; au Pays de Galles, cela n'aura probablement aucune importance sur le nombre des sièges gagnés, car les travaillistes y sont en général très largement majoritaires; mais ailleurs, et dans le Lancashire en particulier, il est fort possible que les conservateurs perdent des sièges, alors qu'inversement, dans le sud, et dans la région londonienne en particulier, où il y a peu de chômage, les conservateurs se maintiendront très probablement. Par ailleurs, l'influence des problèmes de politique étrangère n'est pas encore très claire; les travaillistes n'ont pas été entièrement suivis dans leurs attaques contre l'expédition de Suez ou celle de Jordanie; si M. MacMillan obtient des résultats importants dans le domaine des relations est-ouest, il cherchera certainement à obtenir, et obtiendra peut-être, comme son prédécesseur en 1955, une renommée de diplomate efficace. La dernière inconnue est d'ailleurs précisément le rôle qui sera joué par la personnalité de M. MacMillan, par rapport à celle de M. Gaitskell. La popularité du leader conservateur, très basse au début de 1957, est en effet montée en même temps que celle de son parti, à tel point que les travaillistes cherchent à leur tour à accroître le prestige de leur chef. Difficile à apprécier dans le présent, le rôle de ces diverses considérations devient encore plus difficile à définir, lorsqu'il faut tenir compte de leur possible évolution au cours de la période — elle-même non définie — qui reste à parcourir jusqu'aux élections générales. Tout paraît quelquefois tenir à l'habileté avec laquelle le Premier Ministre fera le choix de la date de « sa » dissolution. Les élections anglaises ont-elles souvent paru n'être qu'un simple jeu de hasard. Celles qui vont avoir lieu ne s'écarteront probablement pas beaucoup en apparence de cette tradition.

JEAN BLONDEL.

... ou à gauche... *Hugh Gaitskell.*

sérieux. Les libéraux eux-mêmes ne paraissent plus aussi convaincus qu'ils pourront tenir la balance entre les deux partis dans la prochaine Chambre des Communes.

Cet épisode a cependant eu une importance dans la vie politique : il montre que le parti libéral a encore un rôle à jouer, celui de garde-fou au cas où les deux partis tomberaient dans des excès de rigidité. Par là, le parti libéral ne constitue pas un élément aberrant du bipartisme; il en fait plutôt partie intégrante. Il se peut même que le mouvement des années 1956-1958 finisse par avoir des conséquences importantes sur la structure et l'organisation des appareils des deux partis, quoique seuls quelques signes soient encore perceptibles. Un reproche est en effet couramment adressé aux partis à propos de la manière dont les candidats sont choisis. Les dirigeants des associations de circonscriptions se chargent en effet d'interviewer les personnes désireuses d'être candidats et de choisir le meilleur; les adhérents de la « base » n'ont pratiquement aucun pouvoir, quoique, officiellement, ils doivent ratifier le choix fait en leur nom lors d'une assemblée générale. Peut-être l'intervention libérale aura-t-elle indirectement un rôle à jouer dans ce domaine. Pour le moment, un précédent est

... gauche ? *Aneurin Bevan.*

de ce scrutin privé, une brèche aura été ouverte dans les procédés de sélection et d'approbation des candidats dans le sens d'une extension du rôle de la « base » au détriment de l'appareil.

Conclusion : Perspectives électorales.

Le bipartisme constitue donc bien toujours le fondement de l'activité politique britannique : les partis modifient leurs programmes ou leur manière d'agir sous la pression de l'opinion, mais l'opinion ne paraît pas sur le point de refuser aux deux partis le soin de l'exprimer. En 1959 (ou en 1960), c'est donc bien toujours dans le même cadre que la campagne électorale se développera. Si les électeurs doivent toujours choisir entre les deux partis, comment, en définitive, s'exprimeront-ils ?

Il est en réalité très difficile de le savoir. Depuis janvier 1957, le parti conservateur a effectué une remontée très remarquable, alors qu'au moment de l'affaire de Suez le gouvernement ne paraissait plus pouvoir que survivre jusqu'au moment des élections. L'élection qui va avoir lieu paraît donc maintenant devoir être une élection très « ouverte ». On admet en général que le

Dans un article retentissant donné à la revue militaire la plus officielle, le général Ély a récemment cru pouvoir prédire que la crainte de la Chine ramènerait un jour l'U. R. S. S. vers l'Occident. Georges Le Brun Keris expose ici ce qui rapproche et ce qui éloigne le communisme chinois du communisme russe. Le destin de la prochaine génération est contenu dans cette énigme, l'une des plus graves qu'il nous appartienne de résoudre.

Sous la marée du coton bleu

Où va-t-il cet énorme subcontinent sur la dérive de sa révolution? Le maniérisme des paravents, les pagodes à clochettes tintantes, toute cette Chine pour commode Louis XV s'est évanouie de nos esprits. Peut-être à peine moins factice l'idée d'un peuple en bleu de travail renouvelant tous les jours pour le dieu « industrialisation » l'exploit de la Grande Muraille. Nous ne savons rien de la Chine, ou presque, et les récits des progressistes extasiés la cachent plus qu'ils la révèlent. Que de jours, veillant à la frontière, j'ai interrogé le dragon bleu couché sur l'horizon, j'ai scruté la barrière crénelée des montagnes chinoises?...

Car notre destin est là. Il git parmi ce peuple de fourmis vêtues de coton. Aujourd'hui déjà, l'exemple chinois soulève à travers l'Asie et l'Afrique des millions d'hommes. La Russie, quand même « blanche », quand même grande puissance classique, effrayait! La Chine exalte, parce que tout en elle défie l'homme blanc. Comme elle est lointaine et peu connue, on ne la craint pas. Mais demain? Les six cents millions de Chinois, dans vingt-cinq ans, seront un milliard. Il en naît chaque mois un million. Demain, c'est un milliard d'hommes à l'étonnante capacité de travail, exploitant un riche sous-sol. Voici trente ans au moins que Grousset nous en avertit.

Et ne voyons pas dans cette démographie fabuleuse une sorte de frein, une masse de besoins à satisfaire si monumentale qu'elle détourne de l'expansion. Sans doute, pour doter seulement d'une ampoule chaque foyer chinois, il faudrait construire plus de centrales que n'en possèdent réunis les États-Unis et la France. Pour donner un second costume à chaque habitant, on devrait tripler le nombre des usines textiles. Qu'importe... on n'éclairera

pas les maisons et chacun ne possèdera qu'un seul bleu... Tel est le peuple jumelé à la Russie déjà monstrueuse.

Devant cette poussée, l'Occident, rongé de mauvaise conscience, mène un combat d'arrière-garde. Il recule, les États-Unis jettent en pâture les possessions de leurs alliés, aussi vainement que dans la vieille Chine on livrait des adolescents au comte du Fleuve. Avec une sénile puérilité, l'Europe joue encore au petit jeu du nationalisme. L'Occident se ressaisira-t-il? On en désespère, comme de lui voir définir une autre politique que les borghorigmes de M. Dulles.

Il faut fermer les yeux pour ne pas voir depuis dix ans notre constante défaite. D'année en année la carte du monde libre se rétrécit. Évidences, certes, mais évidence que personne ne paraît soupçonner. Aussi se demande-t-on si notre dernière chance ne verrait pas un éclatement du bloc sino-soviétique. Ce mariage contre nature de la Russie et de la Chine ne se dissoudra-t-il pas? Apeurés l'un de l'autre, ne séparent-ils pas leur route?

Quand la Russie « gagnait » la Chine.

Car leur mariage est contre nature.

Sans doute on énumère des analogies entre ces peuples. Dans son livre *Chine et Russie*, Krakowski les répète de page en page. Mais déjà Krakowski ajoute la parenté des races et l'analogie est plus douteuse (1). Chine et Russie se sont partagées des peuples asiates, mais les ethnies qui prédominèrent et créèrent leurs civilisations respectives sont étrangères. Chine et Russie ne communiquent que par leurs colonisés. Je ne crois pas qu'avoir partagé l'Afrique ait donné à la France et à l'Angleterre beaucoup de caractères communs. Au contraire, l'Extrême-Orient agraire de la Chine rejoint notre Extrême-Occident paysan.

Fonction primordiale de l'Empereur céleste : tracer un sillon avec la charrue. Les ancêtres des souverains russes, eux, ont chevauché dans les steppes. Nous sommes fils de beaucoup plus de Pré-histoire que d'Histoire. Les siècles n'abolissent pas les millénaires. Et même l'histoire de la Chine comme l'histoire de l'Europe ne sont-elles pas des parallèles poussées pour contenir cette Asie nomade de l'intérieur que René Grousset a baptisée « le conservatoire de la Barbarie » ?

Sa position prépondérante en Chine, la Russie ne la doit à aucune fatalité, à aucune affinité des races. C'est le fruit de l'intelligence humaine qui, elle aussi, fait l'histoire. Et si l'association de la Chine et de la Russie est un fait, si dès 1840 Adam Mickiewicz l'annonçait dans son cours au Collège de France, c'est que les Tsars ont suivi, puis légué à leurs successeurs une tradition politique efficace : la création des satellites.

La diplomatie des Tsars vis-à-vis de la Chine préfigure la tactique communiste du Front National. Point de ces interventions directes qui discréditèrent à jamais l'Occident. Celui-ci affichait avec brutalité son colonialisme mercantile. Il imposait les comptoirs. Le colonia-

lisme de la Russie, sans doute parce qu'il était plus vraiment impérialiste, savait se faire plus insinuant. « Les États-Unis, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne et la France, ne voulaient guère voir dans la Chine que des Comptoirs à fonder, un marché à conquérir, écrit Krakowski. La Russie, au contraire, y voyait d'abord une nation à gagner (2). » Prenons ce mot « gagner » dans son sens le moins figuré et le plus absolu. Déjà Mendeleïev proposait à Nicolas II de se faire de la Chine une alliée. Mais c'est une alliée considérée comme une dépendance : encore une fois, un satellite. Cette politique a été définie, toujours sous Nicolas II, par son ministre des Finances le Comte de Witte : « La Russie, à la fois par sa position géographique et par son histoire, a le droit incontestable à la part du lion dans le partage de la Chine. Il est évident que ni le Territoire de Quan-Toun, ni celui de la Mandchourie ne peuvent être le but final de la Russie. Étant donné notre énorme frontière avec la Chine et notre situation exceptionnellement favorable, l'absorption par la Russie d'une portion considérable de l'Empire chinois est seulement une question de temps. » Mais de Witte indique aussitôt la méthode : « *Notre but principal est de tâcher que cette absorption s'effectue naturellement, sans précipiter les événements, sans démarches prématurées, sans saisie de territoire.* » « Séduire plutôt que réduire », a-t-on pu définir cette politique. Pour y parvenir, la Russie entre dans le jeu intérieur de la Chine. Elle négocie, comme les autres puissances, avec le Gouvernement impérial, mais elle le sait miné par les sociétés secrètes, et elle s'abouche avec ces sociétés. Elle use de tous les modes de pénétration pacifique. Elle s'insère dans le circuit économique dès 1910, en se faisant concéder le chemin de fer de l'Est chinois. Impériale ou soviétique, la Russie joue de toutes les divisions de la Chine, ainsi de Tchang So Lin contre Tchang Kai Tchek. En 1939, le protocole de Khabarovsk est la réplique exacte de la Convention de 1910.

L'habileté russe a trouvé un constant secours dans l'absurdité des Occidentaux. Les sinologues étaient pourtant nombreux et leurs avertissements n'ont pas manqué. Les Européens, emportés par l'élan qui leur avait assuré la domination du monde, n'ont pas pris la peine d'observer quelle résistance pouvait leur apporter la Chine. Ils n'ont pas su comprendre que malgré la décomposition de ses structures politiques, malgré ses famines, elle n'avait pas atteint le seuil de la colonisabilité. Misérable mais travailleuse, anarchiste mais nationale, la Chine pouvait être vaincue, conquise, asservie — non colonisée. Ils

n'ont pas compris non plus que la misère du pays chinois portait en germe une révolution, misère trop laborieuse pour une résignation à l'indienne. Quand bouillonnaient des forces obscures affleurant dans les sociétés secrètes, les Occidentaux ont continué de croire en une Chine figée. Si parfois même ils ont voulu la secourir, ils lui ont apporté des vêtements ou du blé, mais non la seule chose qu'elle leur réclamait vraiment et que la Russie allait déverser à flot : une idéologie à sa mesure. Et ils ont mis dans leur refus l'opiniâtreté du mauvais industriel qui s'obstine à imposer à sa clientèle ce qu'il fabrique au lieu de produire ce qu'elle désire.

Au profit de la Russie, l'idéologie a parfait une longue œuvre diplomatique. La philosophie marxiste s'est trouvée des correspondances et des points d'appui dans les vieilles philosophies chinoises. Ainsi s'explique la rapidité de son expansion et la profondeur de son succès : athéisme traditionnel de la Chine, recherche d'un bonheur qui ne soit que terrestre. « Aucune civilisation plus que la civilisation chinoise ne s'est plus intéressée à l'homme au détriment des dieux. » Aucune surtout n'a fait à tel point de l'ordre social le but même de l'humanité : « L'âme chinoise est profondément satisfaite de contempler une société où toutes choses sont ce qu'elles doivent être. » Enfin, la Russie a tiré du Marxisme une doctrine du surhomme interprète du sens de l'histoire. En Chine, cette doctrine rencontre une tradition sacrale du pouvoir : la seule tradition sacrale de la Chine. Au surplus, l'Empereur instaure l'ordre cosmique comme le génial Père des Peuples, même caché sous la barbe de Khrouchtchev, instaure l'ordre historique. M. Jean de Ligny, qui sans doute a le mieux analysé les rapports entre la pensée chinoise et la pensée marxiste, va plus loin (3) : il rapproche la tension dialectique et le rythme du Ying et du Yang, sous-jacent à toutes les philosophies de la Chine. Thèse, antithèse, synthèse

Avant...

... Après.

dans la mobilité des concepts... de la triade hegelienne au Tao.

André Malraux a tout dit en une seule phrase des *Conquérants* : « La Révolution française, la Révolution russe ont été fortes parce qu'elles ont donné à chacun sa terre : cette révolution chinoise est en train de donner à chacun sa vie. Contre cela, aucune puissance occidentale ne peut agir. » Parce que la Russie a fait lever cette lueur sur le désespoir des campagnes chinoises, un lien très étroit s'est noué. Il est si puissant qu'il dissipe jusqu'à des méfiances très légitimes. Quel dirigeant chinois peut ignorer la volonté colonisatrice de l'U. R. S. S. à l'aube de la révolution qu'elle a propagée. Ils savent quels traités le Kremlin a extirpés de leur faiblesse. Ils savent aussi les concessions qu'il obtint de Tchang Kai Tchek en déroute dans le seul dessein de les leur opposer, quand, enfuis les Ambassadeurs Occidentaux, celui de l'U. R. S. S. collait aux talons du Kuomintang agonisant. Mais d'abord la crainte des États-Unis, la haine de l'Europe sont plus fortes. Et puis l'heure de la commune expansion n'est pas celle où on règle entre soi les vieux comptes.

On ne « satellise » pas la Chine.

Pourtant ce mariage longuement mûri par la volonté des hommes, mais si contraire à la nature, n'est pas une union indissoluble. L'U. R. S. S. a joué comme un atout maître la carte chinoise. Mais plus tard, beaucoup plus tard, elle la perdra. Elle la perdra, elle l'a déjà perdue, parce que la Chine ne sera pas le satellite rêvé par de Witte, mais un égal. Elle le perdra, elle l'a perdue, parce que le communisme de la Chine ne sera pas le sien. Elle a semé le marxisme à la russe. Elle ne le récoltera pas, car élaboré par la Chine il sera devenu méconnaissable.

Déjà la Chine l'entraîne hors des voies qu'elle s'était tracées. 1950 est une date décisive. Mao affirme son indépendance idéologique vis-à-vis de Moscou en

créant son propre institut pédagogique. Il définit la Chine, et non plus la Russie, comme exemplaire à la libération de tous les peuples coloniaux. En même temps la Chine a mis un cran d'arrêt à l'expansion soviétique à son détriment : c'est l'accord provisoire sur la Province du Sinkiantg (demain ce sera l'invasion du Thibet). C'est enfin la guerre de Corée qui, dans son aspect décisif, fut beaucoup moins une lutte entre Occidentaux et communistes, qu'un effort chinois pour enlever toute valeur à la détention de Dairen (Port Arthur) par la Russie. Venue au secours de Staline qui ne l'avait sans doute pas appelée, c'est la Chine qui par la victoire sur le Yalou s'implante en Corée du Nord. Dans la guerre de Corée, U. R. S. S. comme U. S. A. sont les vaincus. Ces deux grandes puissances ont été « stoppées » par la Chine.

Sans doute Mao demeure-t-il tributaire économique de la Russie. Celle-ci est riche et la Chine est pauvre — provisoirement. L'aide de la Russie n'est pourtant pas décisive. La Chine elle-même, sur elle-même, poursuit le plus gros de l'effort. Sur 700 grandes unités industrielles figurant au plan quinquennal chinois, l'U. R. S. S., après deux séries de négociations, n'en a offert que deux cents. Une contribution de cet ordre, la Chine pourrait la trouver ailleurs, pour peu que les États-Unis soient moins aveugles. Une aide économique, Mao l'accepte, mais non une dépendance. La prépondérance qu'il prend, sourdement, sur les marchés asiatiques dont il évince le Japon consolide sa liberté économique. Par le truchement de Hong Kong (on comprend pourquoi il ne revendique ce territoire chinois que *pro forma*), il inonde l'Afrique et même l'Europe de ses cotonnades et de ses fibrannes. Et par le jeu subtil des comptes E. F. A. C. nous lui payons en dollars! Pour très longtemps les chinois n'auront toujours qu'un seul vêtement bleu. C'est le prix qu'il leur en coûte de n'être pas un satellite. Mais pour la Russie c'est l'échec.

Et tandis qu'en Corée comme au Thibet la Chine affirme son indépendance politique, et économique, elle parfait une indépendance idéologique qui trouve ses sources aux origines même de sa révolution — Mao Tsé Toung semble en avoir toujours été jaloux. Le communisme de la Chine, peut-être plus hideux encore, peut-être plus tragique, ne sera pas celui de l'U. R. S. S. Et n'est-ce pas une suprême précaution si Mao Tsé Toung n'impose pas à son peuple l'alphabet cyrillique, mais notre alphabet latin?

A propos de la Russie, parler d'un marxisme à la sauce tartare est un mauvais jeu de mot; il exprime pourtant une réalité. En Chine, ce marxisme rencontrera une toute autre civilisation : le plus vieil empire agraire du monde. Contre Staline, au mépris des avertissements de Borodine ou de Joffe, Mao Tsé Toung a voulu une révolution paysanne — au mépris des enseignements de Marx aussi. Il n'a pas seulement assuré son succès par ce choix : il l'a inséré dans une tradition. Une révolution n'est pas une rupture de l'histoire, mais un choix brusque dans ses héritages. Ce choix dès l'origine marque le communisme paysan de la Chine. L'idée d'égalisation des propriétés, Leger le répète après Maspero, est une des plus vieilles idées chinoises. Elle date au moins des Wei. La lutte de Mao Tsé Toung n'est qu'un succès au bout du millénaire échec des jacqueries chinoises.

Et, s'il rejette certaines des traditions de son pays, Mao Tsé Toung puise à pleines mains dans leurs réserves. A vrai dire, ce qu'il rejette était déjà presque mort — ce qu'il rejette était déjà presque aussi factice que la Chine des paravents. Beaucoup de choses avaient disparu dans cette Chine que l'Occident s'obstinait à croire figée. Le respect de l'homme âgé avait, depuis bien avant 1911, été ébranlé. Les jeunes gens rossaient les ministres et déjà ils avaient pris dans la vie politique une influence décisive (4). Bien avant le triomphe de Mao Tsé Toung, Malraux

Je faisais dire à un de ses héros : « Les étudiants des facultés ont aujourd'hui le prestige qui était autrefois celui des lettrés et se sentent enveloppés du respect silencieux qui leur était porté. L'existence de cette nouvelle élite, la valeur qui leur est reconnue témoignent d'un changement de la culture chinoise qui prépare une transformation totale. C'est à la vieillesse qu'allaient les préférences de notre civilisation, c'est pour elle et par elle qu'elle s'était faite : les candidats aux examens importants étaient âgés de quarante ans; à peine le sont-ils de vingt-cinq aujourd'hui. La Chine commence à considérer la valeur de sa jeunesse ou plus exactement sa puissance. » La famille, non plus, n'a pas attendu Mao Tsé Toung pour se désagréger. La dernière guerre avec ses exodes l'avait détruite. C'est même parce que ce cadre familial s'effondrait que, terrorisés par le vide, par la solitude, des millions d'êtres se tournent vers le marxisme (5).

Mao Tsé Toung rejette certaines traditions déjà mortes, mais il s'empare des autres et d'abord de la plus vivace : ce nationalisme passif de la Chine que nous avons baptisé xénophobie. Loin de le détruire, il le galvanise (6). Et d'ailleurs, contraint à une lutte armée contre l'Occident et ses supports, le communisme chinois ne peut être que militaire. L'armée a précédé le Parti, elle fut longtemps le vrai Parti. Peut-être le demeure-t-elle. Répétons-le : Mao Tsé Toung ce sont les Tai Ping, les Pavillons Noirs, les Lotus Blancs enfin vainqueurs...

Caractère paysan, nationalisme, tels sont les vêtements chinois du marxisme, et sans doute aussi, conjuguée avec le nationalisme, une violence anti-Chrétienne. Pour Mao, c'est encore un héritage. Une enquête effectuée en 1922 auprès de la jeunesse chinoise avait déjà révélé qu'était morte « la tentation du christianisme ». La haine religieuse est d'autant plus forte qu'elle se situe à un confluent de tradition. Le christianisme est expulsé comme étranger, il est évacué par des millénaires de matérialisme social, il est méprisé, et c'est le paradoxe, parce que des influences occidentales les jeunes Chinois ont surtout subi celles du XVIII^e siècle européen, des Diderot, des Holbach et des Helvetius, ou de nos scientifiques (7). Le martyr des enfants de Shangai situe lui aussi le communisme dans une tradition chinoise.

Reste à savoir pourtant si certaines des traditions abolies ne ressusciteront pas; si la famille, en particulier, trop secouée pour empêcher la propagation marxiste et dont la disparition même a préparé l'avènement communiste, ne ressurgira pas. Cinquante ans n'en

abolissent pas trois mille. Reste à savoir aussi, et c'est la bataille actuelle autour des coopératives, si le village, désorganisé lui aussi par la guerre civile, résistera ou se laissera niveler. Pour le moment il est un obstacle et d'autant plus difficile pour les dirigeants chinois qu'il les contraint à une révolution paysanne contre les paysans. De cette lutte aujourd'hui à son apogée dépend beaucoup le visage futur de la Chine comme de son communisme.

L'alle marchante du marxisme.

Quelle qu'en soit l'issue, voici dès à présent deux marxismes incarnés, celui de la Russie et celui de la Chine, et leur divergence éclate. Aimé Césaire le constate dans sa *Lettre à Maurice Thorez* (8), citant Mao Tsé Toung lui-même : « L'histoire russe a déterminé un type russe de communisme... l'histoire chinoise déterminera le système communiste chinois. » Une conciliation s'esquisse que Lou Ting-Yi a exprimée à propos du 30^e anniversaire du Parti communiste chinois : « Le type classique des révolutions dans ces pays impérialistes est la Révolution d'octobre, le type classique des révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est la Révolution chinoise. »

Langage, dans son apparente impartialité, redoutable pour le Kremlin. Les révolutions ne progressent pas dans ces pays que Lou Ting-Yi qualifie d'impérialistes. Partout ailleurs elles s'étendent. Ce langage apparemment modéré sonne comme un défi. Il a pu porter l'U. R. S. S. à forcer son avance vers le Moyen-Orient. Mais là encore, comme dans toute l'Afrique, c'est l'exemple chinois qu'on invoque. La Révolution d'octobre est reléguée dans le passé presque complètement que la Révolution française. Le satellite, si soigneusement choisi par Moscou, à son tour crée des satellites.

Et il entraîne. Malgré ses plans quinquennaux, malgré son industrie atomique, malgré la puissance de son économie, la Russie n'est plus l'aile marchante du mouvement révolutionnaire. Pékin a détrôné le Kremlin. Beningsen l'a bien vu (9). La Chine a pour elle son énorme masse; elle a pour elle, malgré son retard économique, d'être le pays le plus peuplé du monde; elle a pour elle une indépendance d'esprit vis-à-vis de Moscou qui rassure les Asiatiques et les Africains; elle a pour elle un éloignement géographique, par rapport aux affaires de l'Europe occidentale et à leurs complications historiques (ce détachement lui permet de jouer un rôle médiateur). Enfin elle a pour elle le style de Mao Tsé Toung,

qui souligne la platitude bureaucratique d'un Khrouchtchev. On discute et commente la pensée de Mao : les petites astuces politiques de M. K. n'exaltent personne.

N'amplifions rien : les deux partisans sont étroitement soudés même si leur rivalité est un secret de notre paix relative. L'Inde, minée de partout, inoculée de communisme, doit ce qui lui reste d'indépendance aux services que son neutralisme rend à Moscou comme à Pékin, sans doute; mais plus encore à la rivalité de ces deux capitales qui ne consentent pas mutuellement à se la céder. Rivaless mais enchaînées l'une à l'autre par la commune peur de l'Occident, par un siècle et demi d'histoire, par ce qu'elles conservent encore du fond marxisme primitif, la Russie et la Chine ne sont pas à la veille de se dissocier. Quand Starlinger (10) recommande de jouer Moscou contre Pékin, quand Krakowski (11) recommande le jeu inverse, l'un et l'autre anticipent. Le divorce entre les deux grands, du Communisme n'est pas consommé, même s'il paraît inéluctable.

Et, ensemble, ils continueront de modeler le visage du monde que nous léguerons à nos enfants. Oui, ensemble encore, pour un temps que nous ignorons, même si la Russie a échoué dans la satellisation de la Chine et si malgré sa prédominance économique elle doit la suivre. Parce que nous, l'Occident mercantile, nous n'avons pas su « donner à chacun sa vie », la marée du coton bleu peut nous submerger.

Pour ne pas perdre cœur, il faut tout l'optimisme chrétien. Il faut savoir qu'un verre d'eau donné par amour équilibre l'océan du péché. Les masses misérables de la Chine à qui nous avons déjà tant fait perdre perdront peut-être aussi cette culture qui était pourtant leur richesse. Mais ce visage pour l'instant maculé, pour l'instant grimaçant, pour l'instant modelé de l'intérieur sur les pensées de la haine, conserve quand même, comme tous les visages des hommes, une mystérieuse ressemblance. Quand même il concourt, par delà nos fautes et nos erreurs, à l'unique visage d'une humanité ressuscitante.

GEORGES LE BRUN KERIS.

- (1) Krakowski, *Chine et Russie*, p. 48.
- (2) Krakowski, *Chine et Russie*, p. 39-40.
- (3) De Ligny, *Pensée chinoise et Pensée marxiste* *Rythmes du Monde*, n° 4, 1951.
- (4) F. Léger, *La Révolution de l'Orient*, vol. II, p. 58).
- (5) R. Grandchamp, *L'Accès de l'U. R. S. S. aux mers chaudes* (*Revue Militaire d'Information*, novembre 1957, p. 31).
- (6) Krakowski, *op. cit.*, p. 12.
- (7) F. Léger, *op. cit.*, t. II, p. 65-66.
- (8) *France-Observateur*, n° 337, octobre 1956.
- (9) Beningsen, *L'U. R. S. S. aux deux visages* (*Revue Militaire d'Information*, février 1958, p. 28).
- (10) Starlinger, *Derrière la Russie la Chine*.
- (11) Krakowski, *op. cit.*

NATIONALISME ET DÉMO

E. BORNE. — Les hommes de « Jeune Nation », parti dissous en même temps que lancé, avaient le rare mérite de ne pas mettre leur drapeau dans leur poche. « Nous sommes, disaient-ils, des nationalistes et par conséquent des adversaires de la démocratie à laquelle nous déclarons une guerre inexpiable ». Ce « par conséquent » suffit à poser notre problème. L'opposition ne serait-elle pas foncière entre, d'une part, le nationalisme, qui fait de l'intérêt national le critère nécessaire et suffisant de l'action politique, va, par conséquent, à une sorte d'absolutisme et de totalitarisme et, d'autre part, l'idée démocratique qui répugne à la raison d'État, au parti unique et tend à mettre l'absolu dans les droits de l'homme? Ces fanatiques de « Jeune nation » ne raisonnaient pas si mal. Un Charles Maurras, théoricien rigoureux du nationalisme intégral, a été durant toute sa carrière l'adversaire idéologique de la démocratie. Le problème n'est pas seulement de doctrine politique. Dans l'ordre du sentiment, de la vie politique quotidienne, la même incompatibilité se retrouve; lors d'une crise nationaliste, l'esprit et les institutions démocratiques se trouvent mis en question, comme on l'a vu en France lors des mouvements révisionnistes et plébiscitaires. Aujourd'hui, le recul de la démocratie paraît dû à la vague nationaliste suscitée et entretenue par la guerre d'Algérie. Inversement, et ceci peut compenser cela, on constate chez le général de Gaulle une ouverture universaliste, humaniste, démocratique pour tout dire, qui implique chez lui un dépassement de son nationalisme originel et risque de le mettre en conflit à bref ou à long terme avec les nationalistes français. Autant de faits significatifs qui font douter que nationalisme et démocratie puissent faire bon ménage.

R. GIRARDET. — Y-a-t-il dans tout nationalisme, et plus spécialement dans le nationalisme français, une pente fatale vers le totalitarisme, une attraction obligatoire vers le fascisme? Telles sont les questions que vous venez, en somme, de poser. Je crois qu'il serait assez puéril de nier l'attraction totalitaire d'un certain nationalisme. Je vous concède même volontiers qu'au cours de son histoire, et plus spécialement de son histoire contemporaine, le nationalisme français a souvent connu ce qu'on pourrait appeler la tentation du fascisme, le vertige du fascisme. Permettez-moi, cependant, deux observations.

Je voudrais tout d'abord vous faire remarquer que ces aspirations, que ces velléités totalitaires, on les retrouve à travers l'histoire du monde moderne, dans bien d'autres courants de pensée, dans bien d'autres idéologies politiques que celles du nationalisme. Il est évident qu'on les retrouve dans toute idéologie socialiste : dans la mesure même où les systèmes socialistes mettent l'accent sur les valeurs collectives, ils tendent obligatoirement à restreindre les droits de l'individu, à réduire la libre disposition de la personne. Mais la démocratie elle-même, telle que nous l'avons connue depuis près de deux siècles de notre histoire, a-t-elle toujours été libérale, a-t-elle toujours été pluraliste? « Ce qui constitue la République, déclarait Saint-Just, c'est la destruction totale de tout ce qui lui est opposé. » Cet exclusivisme, ce souci de faire triompher une conception unique et totale du citoyen et de la cité, vous les retrouvez,

plus proches de nous, dans toute une tradition radicale. Laissez-moi citer seulement Léon Bourgeois : « L'éducation nationale, déclare-t-il, a pour fin dernière de créer l'unité des esprits et des consciences. » Reconnaissez avec moi, Borne, que le rêve d'un ordre uniforme, imposé aux consciences, n'a jamais été le privilège exclusif du nationalisme.

Le nationalisme, patriotisme d'inquiétude ?

Mais, surtout, je ne crois pas qu'il soit honnêtement permis de voir, dans je ne sais quelle nostalgie unitaire ou totalitaire, l'esprit fondamental de l'idéologie nationaliste française. Ce qui fait sans doute le fond du nationalisme français, ce qui lui donne sa tonalité affective et morale, c'est d'abord, c'est avant tout, la conscience d'une menace. Sous ses différentes formes historiques, à travers ses divers interprètes, le nationalisme français peut presque toujours se définir comme une méditation sur une décadence. L'idée d'une patrie qui meurt, d'une patrie qui abandonne peu à peu l'espoir et le rythme même de la vie, tel est, chez Barrès, le thème essentiel du nationalisme des « Déracinés ». « Je sens diminuer, dit Sturel, disparaître la nationalité française, c'est-à-dire la substance qui me soutient et sans laquelle je m'évanouirais. » Ce n'est pas en vain, d'autre part, que Maurras déclare de son côté mesurer « les dures et tristes chances de devoir nous dire les derniers des Français. Ce n'est pas en vain, non plus, si ce sont le mot de décadence et aussi le mot d'humiliation qui reviennent le plus souvent à propos de la question algérienne dans la littérature nationaliste contemporaine. « Dire oui à l'Algérie, proclame M. Soustelle, c'est dire non à la décadence. » De Déroulède ou Drumont à Drieu La Rochelle, des publications de la *Ligue des Patriotes à Carrefour*, ou à la *Nation Française* d'aujourd'hui, vous retrouverez toujours les mêmes accents dominants qui sont ceux de l'alarme, de l'angoisse, de l'anxiété... La défense de l'intégrité et de la survie d'une patrie définie comme une patrie menacée, tel est l'essentiel de ce que Maurras appelait le « postulat » nationaliste. Et par là même le nationaliste français me paraît assez bien reconnaître et tracer de lui-même ses propres limites. Massis cite quelque part cette phrase de Maurras : « C'est, lorsqu'on y songe, une extrémité odieuse et abominable que d'avoir dû susciter un état d'esprit nationaliste pour assurer la défense de la patrie. » Je ne crois pas être infidèle à la pensée des maîtres du nationalisme français en affirmant que leur nationalisme attend, suppose et prépare son propre dépassement. Dans une patrie, dont rien ne viendrait plus menacer les chances de durée et survie, le nationalisme français sait très bien que ses combats et que ses « Fièvres », pour parler comme Barrès, n'auraient plus d'objet.

J.-M. DOMENACH. — Je suis d'accord avec Girardet lorsqu'il répond à Étienne Borne que le fanatisme ne naissait pas forcément du particulier, mais que les plus dangereux fanatismes quelquefois pouvaient naître d'un universel mal compris, qu'il y a autant de possibilités de tyrannie dans ce que Camus appelle « les religions horizontales » dans la tentation de l'empire mondial, qu'il peut y en avoir dans la

Près d'un an après le 13 mai, les passions politiques ne se sont pas éteintes. La fervueur nationaliste ne peut-elle s'entretenir qu'au détriment de l'esprit démocratique ?

La question est d'une brûlante actualité. Le sociologue R. Girardet, professeur à l'Institut des Sciences Politiques, auteur de « la Société militaire dans la France contemporaine », et de nombreux articles parus dans La Nation Française, et J.-M. Domenach, directeur d'Esprit, dont la signature apparaît souvent dans les hebdomadaires de gauche, ont accepté de venir à France-Forum, pour tenter, avec E. Borne, d'approfondir ce grave débat.

tentation de l'empire national. Cependant, il me paraît indiscutable que nous vivons un certain conflit entre la démocratie et le nationalisme, et ceci pour une raison théorique qu'a donnée Étienne Borne : à savoir que le nationalisme aboutit, au moins dans son expression sentimentale, à privilégier une catégorie d'hommes alors que la démocratie a toujours souci de la totalité des hommes, se fonde sur la reconnaissance de l'égalité de tous les hommes, que le nationalisme, très souvent, est amené à contester. On est bien forcé de constater qu'au cours de ces cinquante dernières années, le nationalisme, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, a supprimé la démocratie.

Cependant, il me semble, et là je rejoindrai Girardet, que la liaison entre ce nationalisme et cette phobie de la démocratie est une liaison accessoire, elle tient à ce que les penseurs qui ont créé ce que nous appelons « nationalisme » (on ne répétera jamais assez que le mot est de 1892, donc tout proche de nous), les penseurs qui ont créé ce mot, et dans une certaine mesure cette théorie, l'ont lié à un courant contre-révolutionnaire, profondément anti-démocratique et même anti-libéral. Il y a donc eu une liaison de fait, au moins en Europe occidentale, entre la théorie nationaliste et l'hostilité philosophique et pratique à la démocratie. Mais le nationalisme est antérieur à cette fabrication théorique, il désignait, avant que Barrès ne lançât le mot, un courant populaire qui, lui, bien loin d'être hostile à la démocratie, est lié à la naissance même de la démocratie. Incontestablement, l'avènement de la démocratie en France s'est fait dans un climat de libération et de fierté nationale.

Et j'en viens ainsi à ce qui me paraît le centre de ce débat. Ces sentiments nationaux, que, pour ma part, j'aurais quelque peine à appeler nationalisme, sont liés historiquement, et aussi théoriquement, à l'existence d'une démocratie. Ceci, pour une raison que vous discuterez sans doute : il n'existe pas de jeu politique, d'intérêt politique, qui ne soient soutenus par un sentiment plus profond de participation commune, par un sentiment populaire que vous appellerez ou que vous n'appellerez pas nationaliste. Ce sentiment auquel Georges Burdeau, dans son *Traité de Science politique*, fait allusion quand il parle d'une sorte de volonté populaire antérieure à toute expression et à toute discussion politique dans un pays. Et il me paraît évident que la discussion politique, qui fait le fond de la démocratie, ne peut se dérouler sans péril de mort et sans péril de dictature, que si elle repose sur ce civisme, c'est-à-dire sur cette conscience d'appartenir à une même Nation. La démocratie est toujours le gouvernement de la majorité, sur la minorité ; la seule garantie que nous ayons que ce gouvernement de la majorité sur la minorité ne dégénère pas en tyrannie d'un groupe sur l'autre, c'est que précisément les hommes qui sont engagés dans ces combats conservent entre eux un lien plus fondamental qui fait que la minorité reconnaîtra la direction temporaire de la majorité et que la majorité reconnaîtra les droits fondamentaux de la minorité. Je me demande, en terminant, à l'intérieur de quelle communauté — non pas une communauté idéale ou abstraite, mais une communauté réelle dans laquelle ce sentiment populaire fondamental puisse exister — à l'intérieur de quelle commu-

nauté pourrez-vous trouver ce cadre et cette garantie nécessaires à l'existence d'une démocratie. Pour ma part je les cherche, car je suis convaincu que le mouvement technique et économique nous oblige à dépasser les frontières nationales et ce dépassement même me fait peur d'une certaine manière, car je ne vois pas quelle autre communauté pourra inclure ce gouvernement démocratique qui me paraît le meilleur gouvernement des hommes.

ÉTIENNE BORNE. — Je me permets de d'abord revenir sur le thème initial. La tentation totalitaire, disiez-vous tous deux, menace tout parti et pas seulement les partis nationalistes. Il n'est pas difficile de répliquer qu'un parti qui entend exprimer la totalité d'un peuple ne peut plus être considéré comme démocratique, puisqu'il n'y a de démocratie que pluraliste, et ce parti devient nationaliste au moment même où il aspire à être l'organe politique exclusif de tout un peuple rassemblé. Cette inévitable dialectique trouve une confirmation historique dans la prétendue démocratie jacobine. La Révolution française n'a jamais été un bloc et elle a toujours mêlé deux révolutions diamétralement opposées, car les droits de l'homme et la terreur ne relèvent certainement plus de la même philosophie politique. Le jacobinisme ennemi des factions et donc du pluralisme politique cesse d'être démocratique dans la mesure même où il devient nationaliste, fait de la France la grande nation prédestinée à délivrer les peuples des chaînes anciennes et en menant une politique de guerre, et d'une guerre qui est pensée comme une croisade, il fait fort logiquement le lit du césarisme. Le Rousseau du « Contrat Social » est un parfait prophète du jacobinisme et je tiens pour anti-démocratique la construction politique de la dernière partie du « Contrat » qui, avec sa théorie de la volonté générale, de l'identité des pouvoirs temporel et spirituel, de la religion civile fait de la nation un absolu et est, très exactement totalitaire. Rousseauisme, jacobinisme, bonapartisme sont au fond du même côté et la synthèse du nationalisme et de la démocratie est une notion confuse et mystificatrice, comme on le voit par l'analyse du bonapartisme qui est authentiquement nationaliste mais ne propose par le plébiscite qu'une apparence de démocratie. Le bonapartisme est cette fausse gauche qui sans cesse vicie la vie politique française. Pour résumer ce que je crois le vrai dans un langage que Jean-Marie Domenach a des raisons de bien connaître, je dirais volontiers ceci : alors que l'esprit démocrate cherche à faire une société à la fois personnaliste et communautaire, le nationalisme affirme l'antinomie entre les deux termes et voit dans le personnalisme un danger d'éclatement pour la communauté.

Reste l'autre problème que Domenach a eu raison de poser : le dépassement de la nation dans un ensemble plus vaste ne met-il pas en danger la démocratie, si bien que la résistance nationaliste à ce dépassement servirait finalement la démocratie. Si on pose en effet en principe que la nation est la seule communauté politique authentique, le seul sujet de l'histoire, il est clair que toute construction supra-nationale sera artificielle et tyrannique. Mais c'est le principe lui-même qui est contestable. La nation est un moment contingent de l'histoire, et non pas sa fatalité et il

est difficile de lire dans le tracé des frontières, souvent humainement absurdes, je ne sais quelle nécessité providentielle. La volonté de vivre ensemble, de défendre des valeurs communes n'est plus en notre siècle strictement nationale et elle déborde visiblement les frontières. Un patriotisme européen a aujourd'hui plus de chances de naître que n'en avait un patriotisme français au moment de la croisade des Albigeois. Dans toute l'Europe occidentale, on retrouve des tendances socialiste, démocrate-chrétienne, libérale, elles se montreraient pareillement dans une Europe occidentale libérée du communisme; n'est-ce pas la preuve que la démocratie pluraliste peut être la vérité de l'Europe? Identifier aussi rigoureusement communauté et nation, n'est-ce pas, je m'excuse, faire preuve d'une certaine timidité devant le mouvement de l'histoire? Et, pour prendre un dernier exemple, la Communauté que tente de mettre en place

diversité et de la pluralité françaises... alors, je ne crois pas que l'on puisse parler d'une opposition irréductible entre nationalisme et démocratie. Défendre la permanence de la patrie française... Mais c'est défendre les conditions premières et indispensables de la diversité française. Je sais que vous n'aimez pas Rousseau; laissez-moi cependant le citer: « Où il n'y a plus de patrie, dit Rousseau, il n'y a plus de citoyens. » Le nationalisme français déclare simplement, mais fortement, que pour qu'il y ait des citoyens, il faut d'abord qu'il y ait une patrie. Ce sur quoi il met l'accent, c'est sur la nécessité prioritaire de préserver, de maintenir cette patrie. Maintenir un héritage légué par des siècles de vie commune, une langue, une certaine forme de civilisation, une certaine manière d'être inséparable de l'existence nationale, n'est-ce pas défendre ce qu'il y a, au plus profond de nous-même, de plus précieux, de plus subtil,

Les nationalismes se suivent

1800-1815.

Napoléon Bonaparte.

Paul Déroulède.

Jean Jaurès.

la V^e République n'a de sens que dans et par un dépassement de la nation et des nationalismes.

R. GIRARDET. — Si vous le permettez, Borne, je voudrais revenir sur le premier point de votre intervention. Le terme de démocratie, vous le reconnaîtrez comme moi, est aussi riche d'équivoques et de malentendus que celui de nationalisme; il peut s'entendre de bien des façons. Or, lorsque le nationalisme français déclare s'opposer à la démocratie, se propose de combattre la démocratie, que vise-t-il essentiellement? Il vise avant tout les institutions de la démocratie parlementaire. Et pour quelles raisons le nationalisme français se dresse-t-il contre les institutions de la démocratie parlementaire? Au nom d'impératifs très proches de ceux que Jean-Marie Domenach vient de nous rappeler. Parce que, sous le régime de la démocratie parlementaire, la France lui semble condamnée à une guerre civile permanente. Parce que la démocratie parlementaire ne veut connaître que des partis, que la lutte des partis, que le choc des partis, que la domination d'une faction sur d'autres factions. Parce que le régime de la démocratie parlementaire tend à disjoindre et à détruire les liens de solidarité qui unissent entre eux les membres de la collectivité française. Parce qu'il tend à faire oublier aux Français qu'ils sont compagnons d'une même aventure, à effacer en eux même la reconnaissance d'une communauté de destin... Mais entendez-vous par démocratie — l'emploi du terme me paraît fâcheux dans ce sens, mais qu'importe? — le respect des libertés fondamentales, le respect de la

de plus délicat, l'essence même de notre personne. En fait, pour un nationalisme français qui se voudrait dépouillé de ses tics, de ses crispations et de ses exaspérations, il ne s'agit pas de niveler et de confondre, il s'agit de fédérer. Il ne s'agit pas de renoncer à la diversité et à la pluralité française, il s'agit de la dépasser.

Nationalisme et vocation à l'universel.

J.-M. DOMENACH. — Je me sens d'accord et j'ai pourtant l'impression que des désaccords pourraient naître si nous poussions un peu notre débat, car je pense, comme Girardet, qu'un certain sentiment national est indispensable à l'existence d'une démocratie, mais il me semble en même temps que le défaut de ce nationalisme a toujours été de se vouloir, comme il l'indiquait lui-même, défensif, protecteur, finalement exclusif. Le nationalisme me paraît anti-démocratique pour deux raisons. La première c'est qu'il pose la Nation contre une menace venant de tous les autres peuples, et la seconde, c'est qu'il impose à la Nation elle-même une idée tirée de l'histoire de cette Nation: bien loin d'être ce grand conciliateur, dont parlait Girardet, il réintroduit la guerre civile à l'intérieur de l'histoire nationale, il privilégie les uns contre les autres et je rappellerai ici l'adjuration de Barrès à Maurras, lui demandant de bien vouloir introduire dans son Panthéon quelques héros d'après 1789. Il me semble que nous avons dans l'attitude de la plupart des nationalistes français un bon exemple de cette contradiction, dans leur attitude à l'égard, précisément, de la question

nationale hors de France. La tare du nationalisme a été de ne jamais pouvoir universaliser son attitude et lorsqu'on a vu de jeunes Marocains réclamer la liberté de leur Nation, non pas même en vertu des principes démocratiques, mais quelquefois au nom des principes qu'ils avaient appris chez Maurras, eh bien, les maurrassiens français la leur ont refusée. Les nationalistes français n'ont pas su, comme Barrès sur le visage de son jeune ami arménien, reconnaître les stigmates de la Nation opprimée et outragée. Voilà ce qui me paraît mettre en contradiction beaucoup plus profondément que ne paraissait le dire Girardet le nationalisme et la démocratie; en tout cas, dans les récentes années que nous venons de vivre en France.

R. GIRARDET. — A la première question que vous me posez, Domenach, je répondrai sans aucune gêne. Le nationalisme

années du xx^e siècle cette menace était illusoire, ce danger était chimérique? Maurras divaguait-il lorsque, à la veille de la guerre de 1914, il dressait l'image de ces centaines de milliers de « jeunes Français couchés, froids et sanglants sur leur terre mal défendue? » En fait il y a eu pour trois générations de Français le souvenir de la guerre, l'attente de la guerre, l'angoisse de l'invasion et de la défaite. Je le répète : le nationalisme français au plus profond de lui-même n'est sans doute pas autre chose qu'une prise de conscience particulièrement aiguë de certaines réalités tragiques du destin national. Cela, certes, n'excuse ni ses violences, ni ses outrances. Mais cela me paraît donner une singulière légitimation au ton anxieux, fiévreux, tendu qui lui est resté propre.

En revanche, je dois dire — en toute honnêteté — que votre seconde question me paraît plus embarrassante. Nous

t ne se ressemblent pas...

Maurice Barrès.

Jean Monnet.

Jacques Soustelle.

L'ÉTRANGER.

français, dites-vous, a souvent pris l'allure d'un parti de guerre civile; il s'est voulu exclusif, fermé, excommunicatoire. Cela est incontestable, et soyez sûr que nous sommes nombreux qui nous disons nationalistes, qui reconnaissons le fait et qui le déplorons. Mais, pour l'expliquer et le comprendre, il est nécessaire de tenir compte du contexte historique dans lequel s'est développé le nationalisme français, depuis plus d'un siècle. Il ne faut pas oublier, d'abord, que c'est à l'intérieur du régime de la démocratie parlementaire qu'a vécu le nationalisme français. De ce régime il a subi les lois; il a dû s'adapter à ses règles. Invinciblement — et c'est là son drame permanent — il a dû faire figure de parti parmi les autres partis, de faction parmi les autres factions. Il ne faut pas oublier ensuite — et voilà, je crois, l'essentiel — que c'est devant la menace extérieure, par rapport au danger extérieur, que le nationalisme français a été amené à se définir. Ce n'est pas à vous, Domenach, que j'apprendrai de quel poids écrasant ont pesé sur la génération de Barrès les souvenirs de la défaite de 1871. La patrie qu'ont connue les nationalistes de la fin du siècle dernier était une patrie humiliée, blessée, amputée : « C'est persuasif pour toujours d'avoir vu, dans sa huitième année, une troupe prussienne entrant sur un air de fifre dans une petite ville française ». La phrase a été écrite par Barrès à la veille de sa mort et figure à la dernière page du dernier de ses *Cahiers*... Très vite d'ailleurs, au souvenir des provinces perdues, au sentiment de l'humiliation nationale, est venue s'ajouter la conviction d'une nouvelle menace, la reconnaissance d'un nouveau danger. Et qui oserait prétendre que dans les premières

croyons à la valeur des patries. Nous nous voulons fidèles à un certain héritage de civilisation qui est l'héritage national. De quel droit alors nous opposerions-nous à l'existence d'autres patries? De quel droit nierions-nous chez les autres la légitimité de ces fidélités et de ces devoirs dont nous affirmons pour nous-même la valeur?

En fait, je crois que c'est ici qu'il convient de faire, à propos du terme de nationalisme, quelques distinctions nécessaires. Comme celui de démocratie, le mot recouvre, en effet, des réalités très différentes les unes des autres. Il y a les nationalismes tels que les a connus l'Europe du xix^e siècle : ils se définissent par la volonté d'un peuple ayant pris conscience de son unité et de sa solidarité d'accéder à la souveraineté et d'avoir un État qui lui soit propre. Tel fut le cas de l'Italie, de la Pologne, des nations de l'Europe centrale, etc... En l'occurrence, je vois mal, en effet, au nom de quels impératifs moraux un nationalisme conséquent avec lui-même pourrait s'opposer à la création de nouvelles unités nationales. Là où il existe vraiment une nation, là où existe véritablement une conscience nationale, le moins que l'on puisse lui demander est de respecter cette nation, de respecter cette conscience nationale. Mais prenons garde : ce que nous appelons aujourd'hui nationalisme, lorsqu'il s'agit de certains peuples asiatiques ou de certains peuples africains, correspond en fait à de tout autres réalités sociologiques et idéologiques. Nous disons nationalisme; il vaudrait mieux dire anti-colonialisme. Car ce que ces peuples attendent avant tout, c'est de se libérer d'une certaine forme de domination et de tutelle étrangère. Cons-

tituent-ils des patries ? Qui oserait, pour la plupart d'entre eux, répondre par l'affirmative ? Le plus souvent ces patries, ils les cherchent : ce sont des nationalismes sans nations, des nationalismes en quête de nations. Comment définir le nationalisme dans la plupart des pays du Proche-Orient ? Existe-t-il un nationalisme jordanien, irakien, séoudite ? Ou existe-t-il un nationalisme pan-arabe ? Et dans ce cas, quels sont ses contours, quelles sont ses frontières, quel est son contenu ? Où sont les nations dans les pays de l'Afrique noire ? S'expriment-elles à l'intérieur des cadres administratifs arbitrairement tracés à la fin du siècle dernier par les puissances coloniales ? Correspondent-elles aux vieilles communautés tribales ? Répondent-elles à certaines unités linguistiques ou culturelles ? Visent-elles à s'étendre à l'échelle du continent africain tout entier ?...

C'est bien à la fois cette absence et cette recherche d'une nation qui constituent sans doute le plus profond du drame algérien contemporain. Ferhat Abbas le proclamait lui-même, il n'y a pas si longtemps : l'histoire n'a pas connu de patrie algérienne. Est-il alors illégitime d'offrir une patrie à ceux qui n'en ont pas encore ? J'écarte volontairement du débat tout le capital humain, spirituel et matériel accumulé par la France depuis plus d'un siècle sur la terre algérienne et dont l'existence exige, quand même, de nous la reconnaissance de certains devoirs et certaines fidélités. Mais c'est en songeant seulement aux foules innombrables des sahels et des djebels en quête d'une communauté fraternelle, que je demande : où est la vraie générosité, où est l'authentique souci de la dignité et du bien du prochain ? Abandonner ces foules, au nom d'une image mythique d'une fausse patrie, aux violences et aux rêves imprécis de quelques frénétiques ? Ou bien leur offrir, en toute sincérité, en toute conscience de nos responsabilités, ce qu'un socialiste du siècle dernier appelait « cet admirable instrument de progrès intellectuel et moral qui est la patrie française » ? Ouvrir complètement et définitivement aux foules musulmanes d'Algérie les rangs de la communauté nationale française, c'est en fin de compte défendre une certaine conception de la liberté de la personne, une certaine conception de la dignité humaine contre des forces qui ne sont qu'improprement appelées nationales, qui sont en fait des forces totalitaires à l'état pur.

ÉTIENNE BORNE. — C'est bien en effet le problème de l'universel qui est, Girardet vient de le reconnaître, la pierre d'achoppement et le cas de conscience des meilleurs parmi les nationalistes français. Un démocrate se reconnaît toujours dans un démocrate, celui-ci fût-il d'une autre tradition nationale et culturelle. Dans le nationaliste d'une autre nation, le nationaliste est fortement tenté de voir soit un allié, c'est-à-dire un instrument utile, soit un adversaire, c'est-à-dire un obstacle. Dans les deux cas, le passage à l'universel est manqué. Lorsque Girardet avance pour répondre à l'objection que le véritable nationalisme français a toujours reconnu à la France une vocation à l'universel, que la France la plus française est missionnaire de fraternité, d'humanité, etc..., de deux choses l'une : ou notre humanisme est une manière typiquement française de comprendre l'homme, si bien que l'universel ne sera que du particulier camouflé, et convaincre autrui serait l'annexer à soi ; ou bien il s'agit de valeurs véritablement universelles, de celles qui doivent et peuvent fonder une communauté plus large, plus vraie et plus profonde que la nation, mais alors le nationalisme s'est sabordé ou s'est converti, comme vous voudrez, en abdiquant ses propres principes. Un Barrès n'est plus barrésien s'il pense comme Jaurès ou Marc Sangnier.

Le problème est plus concret et plus immédiat qu'il ne semble. Comment, dans le conflit des peuples qui reste, la vérité de l'histoire serait-il possible d'arriver à la paix si le nationalisme est la seule règle de la pensée et de l'action politique ? Le conflit algérien reste une tragédie insoluble si le nationaliste français et le nationaliste, faut-il dire arabe ou algérien, cherchent chacun la victoire totale de l'idée nationale par l'intégration ou par l'indépendance. Que les antagonistes acceptent d'entreprendre sur leurs passions et même à la limite sur leurs droits et une espérance de paix n'est pas impossible. Girardet parlait tout à l'heure de la nation comme réconciliatrice des différentes familles spirituelles qui la constituent. Soit, mais ce rôle elle le joue au dedans de frontières de plus en plus étroites. N'est-il pas nécessaire alors de penser, de construire, de vivre la communauté supra-nationale qui apaisera et dépassera les nationalismes de la même manière qu'une nation démocratique empêche chaque famille politique ou spirituelle de se faire totalitaire aux dépens des autres ? Les méthodes et les doctrines de paix sont les mêmes au dedans et au-delà de la nation, elles s'appellent reconnaissance réciproque, pluralisme, démocratie : qu'une partie ne se prenne pas pour le tout et l'absolu ; or, la nation n'est évidemment pas le tout et l'absolu, ce dont le vrai nationalisme a du mal à convenir.

J.-M. DOMENACH. — Dans cette ligne, je voudrais prolonger la discussion davantage par une question que par une conclusion. Je trouve, Borne, que vous traitez un peu légèrement cette réalité nationale en pensant qu'elle puisse être dépassée par une autre communauté d'un type plus large de la même manière que les provinces se sont agglomérées en Nation. Je trouve là un type de raisonnement un peu mathématique et que rien, ne semble-t-il, ne vient confirmer. Certes, je souhaite beaucoup que la tentative amorcée par la V^e République, cette Communauté franco-africaine, aboutisse à la création d'un ensemble qui soit du type supra-national. Il y a là une sorte de défi jeté à la nationalisation du monde qui me paraît extrêmement intéressant. Mais je voudrais ramener la question à nous-mêmes, puisque c'est nous, Français, qu'elle concerne d'abord. Dans cette situation de décadence où se trouvait notre pays depuis de nombreuses années (je partage l'opinion de Girardet sur cette menace que je crois d'ailleurs plus intérieure qu'extérieure), j'ai toujours pensé qu'il y avait un préalable qui était de redresser le sentiment national, de restaurer la politique à l'échelon national. Comme l'a dit Nietzsche, qui veut voler doit d'abord apprendre à marcher. Il faut d'abord commencer par faire la politique là où elle peut être faite avant d'essayer de la construire à des niveaux supérieurs. Au moment où la dépolitisation s'attaque à la démocratie dans ce qu'elle a de fondamental, la participation populaire au pouvoir, à la gestion des choses, pensez-vous que l'intérêt à la chose politique pourra être ranimé au delà du cadre national, par exemple, dans ce cadre européen dont vous parliez, car enfin, la Nation, c'est tout un ensemble de choses profondément ancrées en nous. Il suffit de songer au langage et à tout ce qu'il entraîne avec lui. Pouvons-nous recréer arbitrairement cet intérêt politique dans un cadre que l'histoire ni le sentiment commun n'auront contribué à tracer. Vous sembliez dire tout à l'heure que les frontières, c'étaient de petites choses : j'en suis beaucoup moins sûr que vous et il me semble qu'elles gardent une immobilité qui prouve bien qu'elles correspondent à quelque chose de très profond. Mais j'ajouterai à quelque chose de fixé. Et c'est cela qui m'inquiète en même temps, car les Nations, semble-t-il, n'assimilent plus au delà d'elles-mêmes, donc quelque chose dans leur

croissance organique est coupé et la démocratie si liée, je le pense, à la croissance de l'être national, la démocratie se trouve aujourd'hui détachée dans une certaine mesure de cet arbre national.

Alors à quel niveau restaurer la participation démocratique? Je donnerai pour ma part une réponse prudente et ambiguë, je dirai d'abord au plan national tant que cela est possible — ce n'est pas du nationalisme, c'est du réalisme. — Et ensuite, au plan supra-national, mais ce plan supra-national, pour moi, signifie des rôles de développement extérieurs à l'État-Nation, comme le laissent envisager souvent les partisans de l'Europe. Remplacer la Nation française par une Nation européenne, et si c'était cet échange qu'on me propose je ne l'accepte pas, car je vois que le mal qui tient au nationalisme ne serait qu'augmenté, alors que le bien qui tient à l'enracinement de l'homme dans cette communauté qui continue d'être vivante, ce bien serait détruit.

ÉTIENNE BORNE. — Je n'ai pas voulu parler légèrement de la nation qui est un moment historique nécessaire dans l'évolution des peuples (et un moment est tout autre chose qu'un cul-de-sac ou une impasse) ni même du nationalisme qui est un fait idéologique et passionnel d'immense importance et dont la puissance, comme on le voit dans le cas des peuples sous-développés, peut être au service d'un juste mouvement d'émancipation. Les nationalismes de résistance au césarisme, à l'impérialisme, au colonialisme ont une valeur incontestable. Il reste que tout nationalisme, même le meilleur, est opposition, revendication, il vit d'une négation ardente et il ne peut être positif et constructif, j'ai cru que nous étions prêts d'en tomber d'accord, qu'en se dépassant lui-même et en se convertissant à l'universel.

Vous voulez faire de la nation le milieu réel, le fondement concret du civisme. Mais les problèmes qui se posent à la conscience civique dépassent aujourd'hui le cadre national, notre débat même en est la preuve où partis du nationalisme nous parlons Europe, Communauté. A cette conscience élargie, il faut un supplément de corps, un enracinement charnel. Tout à l'heure, Girardet expliquait comment le nationalisme français, phénomène d'entre-deux-guerres, avait été la réponse instinctive, vitale à la menace allemande. Or, aujourd'hui, le défi a d'autres dimensions : il est lancé contre toute une civilisation par l'Empire soviétique et l'impérialisme communiste. Je ne souhaite pas que l'évidente menace suscite un super-nationalisme européen; je voudrais seulement qu'elle contribue à donner aux peuples en péril le sentiment vécu d'une communauté de destin. Ainsi iraient de pair construction politique et émergence d'un sentiment nouveau. Cette Europe ne serait pas une sorte de Nation monstrueuse qui abolirait les autres nations, les réduirait à une chétive vie provinciale. L'ensemble supra-national, patrie des patries, animé d'une vie démocratique, rendrait possible échanges, dialogues, il ne serait pas seulement marché commun, mais aussi forum commun, magnifique occasion donnée à chaque peuple d'approfondir à la fois ses différences et ses ressemblances.

R. GIRARDET. — Soyez sûr, Borne, que — bien que nationaliste — je ne suis nullement insensible à la nécessité d'un dialogue, à la nécessité d'une coopération entre les hommes dans un ensemble plus large que l'ensemble national. Mais, comme Domenach, je crois au caractère irremplaçable, à l'heure présente du moins, de la vertu d'enracinement. Nous sommes au temps des Nations. Cette Communauté africaine elle-même à laquelle vous venez de faire allusion et que la V^e République s'efforce de construire, quel est son

centre, quel est son point d'appui? Une Nation, et très précisément la Nation française. Sans l'existence de cette Nation, sans cette réalité vivante établie sur mille ans d'histoire, la Communauté n'existerait pas. C'est de la durée, de la cohésion et de la force de la Nation française que dépendent en fin de compte la durée, la cohésion et la force de la Communauté... Vous évoquez l'Europe. Mais ne craignez-vous pas que la dissolution ou même l'affaiblissement des patries historiques à l'intérieur de l'ensemble européen ne posent des problèmes beaucoup plus graves, ne provoquent des troubles beaucoup plus profonds que le maintien des vieilles souverainetés nationales? Ne redoutez-vous pas, dans une démocratie étendue à l'échelle européenne, le terrible danger que va représenter la disparition des très anciens sentiments de solidarité nationale? Ces sentiments servent aujourd'hui de frein à l'intérieur de chacune de nos patries, au heurt des intérêts rivaux, à la lutte des factions. Si ce frein saute, je ne vois rien qui soit actuellement susceptible de le remplacer. L'Europe des partis viendra se substituer à l'Europe des patries. En sera-t-elle plus cohérente, plus harmonieuse, plus pacifique?

Certes, il existe une civilisation occidentale qui dépasse les cadres des frontières nationales et qu'il importe de défendre contre les forces extérieures qui la menacent. Ne voyez-vous pas cependant que c'est encore sur la permanence et sur la puissance des forces nationales que cette défense peut le plus efficacement s'appuyer? Le sentiment persistant de la légitimité nationale, la force de l'enracinement constituent sans doute aujourd'hui les obstacles les plus sûrs que rencontre devant lui, en Occident, le totalitarisme communiste. Tout ce que nous évoquerons d'autre risque de rester, pour les imaginations et pour les cœurs, des mots vides de contenu réel. En fait, c'est en se battant pour la sauvegarde de la Nation que l'on contribuera, avec le plus de chance de succès, à sauver la conception chrétienne et occidentale de la dignité de l'homme.

J.-M. DOMENACH. — Puisqu'on est à l'instant de la conclusion et qu'il s'agit de faire jaillir les idées communes, il me semble que le point sur lequel nationalisme et démocratie peuvent se concilier théoriquement et doivent se concilier pratiquement est le suivant : je distinguerai le bon nationalisme du mauvais nationalisme ou, si vous le voulez, le patriotisme du nationalisme en ce sens que le patriotisme a une préoccupation d'intégration constante (par intégration, entendez-moi, je veux dire le souci de faire participer le plus de citoyens possible et plus concrètement possible à la discussion et à la gestion des affaires publiques). C'est là, à mon avis, le test qui sépare le mauvais nationalisme du bon. Le nationalisme dégénéré se fonde toujours sur l'écrasement, la mise à l'index d'une catégorie de la Nation. Le bon nationalisme, le patriotisme, lui, s'efforce toujours d'amener le plus possible de citoyens à la Cité, c'est-à-dire de donner au plus grand nombre possible de ceux que l'on appelle « compatriotes » la réalité de ce titre, la réalité politique, économique et sociale de leur concitoyenneté. Il me semble donc qu'à l'intérieur même de l'exigence nationale on peut rencontrer l'exigence démocratique, c'est-à-dire d'une égalisation progressive et d'une participation croissante des citoyens au pouvoir.

E. BORNE. — Je suis d'accord sur le fond de ce que vient de dire Domenach; je maintiens seulement des réserves de vocabulaire. Le bon nationalisme dont il vient de si bien parler n'est rien d'autre qu'un patriotisme et un patriotisme démocratique. A celui-là, je rends bien volontiers les armes. Je crains seulement qu'un nationalisme, si démocratiquement purifié, ne soit plus du tout un nationalisme.

- Une pièce : « Les Possédés ».
- Un film : « Le Beau Serge ».
- Un musée :
« Les Impressionnistes ».

le trait d'une grande œuvre de théâtre. Cette participation du spectateur à l'action me paraît constituer un des éléments essentiels de l'art scénique. Par là, le mélodrame tant décrié témoigne cependant qu'il est bien, et d'abord, du théâtre. J'en ai repris conscience avec une force particulière lors de mon récent voyage au Japon, alors que j'assistais à une représentation du théâtre Kabuki. Soudain des hurlements partirent des loges et de la galerie, incidents qui devaient se renouveler tout au long de la pièce. Je pensai d'abord qu'il s'agissait soit d'acteurs mêlés au public, comme cela se pratique dans certaines mises en scène modernes, soit de compères. Mais un ami japonais m'expliqua que c'étaient bien des spectateurs, qui manifestaient ainsi leur enthousiasme ou leur réprobation. Et je songeai à ces mélodrames de chez nous, qui faisaient pleurer Margot, et où quelque titi lançait un cri du poulailler, pour mettre en garde le héros ou l'héroïne contre le traître s'appêtant à les frapper par derrière. L'autre soir, à certaines scènes des *Possédés*, particulièrement de la troisième partie, j'ai dû

Caroline Sellers et Pierre Vanack dans Les Possédés, version Camus.

Une aura d'espérance qui rachète ...

● LES POSSÉDÉS

D'ALBERT CAMUS, D'APRÈS
DOSTOÏEVSKI

Adapter un roman à la scène ou à l'écran : c'est, décidément, le problème à l'ordre du jour. Nous ne citerons que pour mémoire les batailles récentes livrées autour d'un projet d'adaptation au cinéma des *Liaisons Dangereuses*, de Choderlos de Laclos.

La pièce d'Albert Camus fut annoncée au plus vif de cette bagarre. Avouons qu'en allant la voir, c'est ce problème technique de l'adaptation, lequel n'est pas essentiellement théâtral, qui était au centre de nos préoccupations : « Comment a-t-il été résolu ? Comment Albert Camus s'en est-il tiré ? »

Disons tout de suite qu'il s'en est tiré d'autant plus remarquablement que l'entreprise était plus difficile. Il a démontré, une fois de plus, qu'en art il

n'y a pas de règles absolues : il faut toujours juger sur pièces, seule compte la réussite qui est, par elle-même, une justification suffisante.

Il n'est pas douteux que *Les Possédés* sont une pièce sans commune mesure avec l'ordinaire. Et cela, non seulement parce qu'elle dure près de quatre heures. Il y règne un climat tout à fait à part : climat indiscutablement dostoïevskien, ce qui déjà suffirait à prouver la réussite du dramaturge. Climat, par ailleurs, irrespirable à certains moments. Bien sûr, on est prévenu, et par le titre même : ce sont des possédés, si bien qu'on a le sentiment, par instants, d'être entré dans un asile d'aliénés. Au cours de la représentation, c'est une impression presque insupportable. Mais ensuite, le souvenir de ces moments nous revient, comme si nous les avions vraiment vécus, comme s'ils s'étaient intégrés à notre propre existence. Et c'est bien là

Pierre Blanchar, Tania Balachova.

... les instants les plus sombres.

J.-C. Brialy, Bernadette Lafont et Gérard Blain dans Le Beau Serge, un film de Claude Chabrol.

Des situations ambiguës...

me retenir à quatre, me répéter que nous n'étions pas au Japon pour ne pas hurler des injures au traître Pierre Stepanovitch Verkhovensky. N'est-ce pas un test de qualité scénique ?

Il faut louer l'interprétation de la troupe du théâtre Antoine, qui, elle aussi, s'en est tirée d'autant plus remarquablement que la partie était plus dure à jouer. Non seulement les premiers rôles : Pierre Vaneck dans Stavroguine, Pierre Blanchard dans Stépan Trophimovitch, Michel Bouquet dans Verkhovensky, Tania Balachova dans Varvara, Nadine Basile dans Dacha, Janine Patrick dans Lisa, Catherine Sellers dans Maria Lebiadkine, mais les rôles secondaires ou épisodiques : Marc Eyraud dans Chatov, Alain Mottet dans Kirilov, Roger Blin dans l'évêque Tikhone, tous ces personnages — ils étaient près de vingt-cinq sur le plateau — s'imposent nous, chacun avec un type très parti-

culier, tous inoubliables. Il faut louer aussi les décors et les costumes de Mayo et la mise en scène, très ingénieuse, d'Albert Camus lui-même.

Nous avons parlé de certains moments insupportables. Cependant l'impression dernière qu'on retient de la pièce est reconfortante, à cause de cette résonance chrétienne qu'il y a chez Dostoïevski, et qui est le ton le plus profond de sa voix. La fin baigne dans une aura d'espérance qui rachète les instants les plus sombres. Qu'Albert Camus nous ait rendu ce ton-là aussi est encore à sa louange.

ARMAND PIERHAL.

● LE BEAU SERGE

Toute la presse a déjà abondamment commenté ce film et c'est justice. Voilà une œuvre, en effet, qui éclate sur les écrans au moment où la profession ciné-

matographique française sommeillait dans un conformisme consternant. Il n'est plus nécessaire d'expliquer comment un jeune critique cinématographique (Claude Chabrol) a réussi à trouver les quelques millions nécessaires à la réalisation de son plan. Il a eu beaucoup de chance, mais aussi beaucoup de courage. Il a risqué une fortune pour se lancer dans la profession. Le voilà donc sacré cinéaste. Ce qui nous importe davantage, c'est la teneur de son film : son esprit, sa nouveauté.

Il s'agit d'un drame paysan. Un jeune homme, François, revient dans un village de Creuse qu'il avait abandonné jadis pour faire ses études à Paris. Il y revient pour respirer l'air salubre de ce pays frileux au terme d'une longue maladie qui requiert une convalescence paisible et saine. Il y revient surtout par curiosité et un peu par nostalgie. François découvrira ainsi les changements

survenus aux choses et surtout aux êtres qui ont environné son enfance. Il retrouvera son ami des anciens jours, le beau Serge, devenu incompréhensiblement une épave, un être brutal, cynique et alcoolique, lui qui semblait promis à un avenir brillant.

Telles sont les données dramatiques de ce film dont je ne dévoilerai pas le développement par respect pour le lecteur qui est, sans doute, un spectateur en puissance.

L'essentiel est, cependant, dans ce que je tais, dans les rapports mystérieux et un peu troubles de tous les personnages liés par une solidarité de terroir et tous prisonniers de leur solitude. La déchéance des uns fait écho à l'impuissance des autres. Nous sommes vraiment à la campagne, dans un monde périmé, un monde farouche et méfiant, instinctivement hostile à l'« étranger » qui essaie de comprendre.

La réussite de ce film réside tout d'abord dans le ton. J'ai dit « nous sommes à la campagne », traduisez : « Nous ne sommes plus dans une salle de cinéma. » Les conventions du septième art semblent ne plus peser sur la caméra de Chabrol qui filme tranquillement des paysages et des êtres, sans rhétorique vaine, sans efforts spectaculaires. Et ce village perdu émerge et s'impose péremptoirement. L'air y circule, l'atmosphère se cristallise. Les habitants de village *vivent*, ils ne jouent pas, ils marchent, ils parlent, ils se taisent, ils regardent. La pesanteur de la réalité est là qui nous étouffe. Oui, nous sommes bien à la campagne.

Mais ceci n'est qu'un aspect du film, le plus sensible. Il y entre d'autres éléments positifs qui tiennent, eux, au scénario. La déréliction de Serge est-elle définitive ? Les efforts de son ami François sont-ils vains ? Peu à peu se tissent entre les personnages des liens subtils et finalement leurs actes deviennent solidaires. Les situations de moins en moins ambiguës débouchent sur une espérance.

Par souci d'honnêteté, j'ajouterai que des petites imperfections de détail réduisent par endroits la fascination de cette œuvre. Certains dialogues trop longs et légèrement prétentieux alourdissent l'ordonnance de l'ensemble.

Mais, je le répète, c'est un premier film et, pour un coup d'essai, Claude Chabrol a réussi un joli coup. Il est réalisateur, scénariste et producteur ; bref, auteur complet. Il a su s'entourer d'une équipe de techniciens et de comédiens qui servent admirablement ses propos. *Le Beau Serge* est un beau film.

ANDRÉ RUYNIES.

Le jeu de Paume transformé, rajeuni, présente ...

● LE NOUVEAU MUSÉE DES IMPRESSIONNISTES

Fermé depuis trois ans, le Musée du Jeu de Paume, transformé, rajeuni, a rouvert ses portes au cours de l'été dernier. Tous les amateurs d'art, de France ou de l'étranger, se réjouissent de cette initiative qui leur restitue, sous une présentation rationnelle, un ensemble de tableaux constituant l'essentiel et l'honneur de la peinture française. Situé à la limite des Tuileries, l'un des plus beaux jardins de Paris, dominant l'une des plus belles places du monde, ce musée offre à l'admiration des visiteurs trois cents toiles de la plus prestigieuse école française. De Manet au douanier Rousseau, chaque peintre de cette période relativement brève qui a marqué la rupture avec l'académisme est représenté avec éclat.

L'effort immense qui vient d'être fait pour la mise en valeur et l'entretien de ces œuvres est des plus appréciables à une époque où, faute de crédit, trop de riches collections végètent dans un laisser-aller regrettable. Si les impératifs

de la muséographie, cette nouvelle science, ont été parfois contestés, si certaines critiques paraissent justifiées, il n'en reste pas moins qu'une entreprise méritoire a été tentée... Quel encouragement pour l'avenir !

Tous les problèmes ont été étudiés avec le plus grand soin. On n'a pas hésité à modifier le gros œuvre pour éviter les dégradations par l'extérieur et favoriser l'isothermie. La climatisation des salles est assurée par un système spécial dissimulé dans le sous-sol, et des hygromètres règlent l'humidité de l'air, condition primordiale à la préservation des peintures.

L'éclairage subtilement réparti, modifié, varie suivant la disposition des salles. De grands stores à lamelles orientables filtrent la lumière naturelle pénétrant par les fenêtres ou les verrières, tandis que l'éclairage artificiel est diffusé par des rampes centrales à double foyer : lumière froide et lumière chaude. On évite ainsi toute réverbération désa-

... ses toiles selon les impératifs de la muséographie nouvelle.

gréable, ou les contrastes résultant d'une lumière trop brutale. Les murs sont peints de couleurs claires, nuancées, pas toujours heureuses : certains fonds rose ou mauve, trop proches des dominantes des tableaux, en ternissent l'éclat au lieu de le rehausser.

Pour les cadres, même tentative de rajeunissement : nombre de prétentieuses copies ou de moulures surchargées ont été éliminées, les meilleurs seuls subsistent. Dans certains cas apparaissent des bordures simples en bois naturel : acajou, sycomore, hêtre, qui gagneront à se patiner, mais accompagnent avec goût les lumineuses compositions de Monet ou celles, plus audacieuses, de Manet. Signalons enfin, au rez-de-chaussée, les panneaux éducatifs qui groupent avec beaucoup de clarté tout ce qu'il est essentiel de savoir sur les hommes, l'histoire, la géographie et les incidences de ce mouvement artistique du XIX^e siècle, de l'Impressionnisme ou Symbolisme.

De nombreuses toiles, débarrassées d'un vernis abusif, réentoilées (opération délicate qui consiste à détacher la couche de peinture et à la fixer sur une

toile neuve), prennent une vie nouvelle. La présentation, variée, évite toute lassitude au visiteur. Voici, de Manet, *La Blonde aux Seins nus* et *Lola de Valence*, magnifiquement campées au milieu de paysages d'Ile-de-France, de natures mortes et des fleurs éclatantes. *Le Déjeuner sur l'herbe*, de Manet, surprend par un éclat nouveau, un contraste plus accentué entre la vibration lumineuse de la chair et l'intensité des noirs. Qui peut croire aujourd'hui que ce fut un objet de scandale au fameux salon des Refusés, en 1863 ? Offerts aujourd'hui à la multitude des admirateurs, tous les « Refusés » sont là : Renoir, Sisley, Monet, Pissarro, Degas... Au premier étage ont été réunis les « Réprouvés » : Van Gogh, Cézanne, Gauguin. De celui-là, quelques œuvres groupées dans une curieuse petite case tendue de toile de jute affrontent les tendances diverses du peintre, de Bretagne à Tahiti, mêlées à de très beaux panneaux de bois sculpté au couteau.

A l'autre extrémité du Musée, la Salle des Monet (*Nymphéas*, *Cathédrales*, *Paysages*) est passionnément

controversée. Encadrées dans le mur suivant une ligne inégale tendant à composer un ensemble décoratif, bien rythmé, ces œuvres éblouissantes apparaissent amoindries, sans relief. En supprimant leur destination première, celle de « tableau de chevalet », cette présentation leur enlève toute individualité sans parvenir à les intégrer dans un nouveau contexte, tout arbitraire.

Parmi les acquisitions récentes, citons : *Le Déjeuner* de Monet, *la Femme à la Cafetière* de Cézanne, œuvre magnifique où l'équilibre de la composition et des coloris évoque instantanément cette phrase du peintre : « Quand la couleur est à sa richesse, la forme est à sa plénitude » ; *la Kasbah d'Alger*, de Renoir, ne fait pas oublier le célèbre *Bal du Moulin de la Galette* ou l'exquis *Portrait de M^{me} Charpentier*.

Jamais monotone, le rythme des toiles se poursuit tout au long des cimaises, associant les tendances ou les opposant, guidant le visiteur dans la contrainte, lui laissant la joie de découvrir lui-même un monde merveilleux... et si proche de la vie ! LAURENCE BUFFET.

de JOSEPH MALÈGUE

Les classes moyennes du salut

QUAND *Augustin ou le Maître est là* parut en 1933, Joseph Malègue, son auteur, un ancien professeur d'école normale primaire, presque sexagénaire et tout à fait inconnu, fut signalé immédiatement à l'attention du grand public par M. Henry Bordeaux. Si l'on veut bien y prendre garde, M. Henry Bordeaux avait été l'un des premiers à reconnaître l'importance de l'œuvre de Proust. Alors qu'en 1914 un lecteur de la librairie Gallimard du nom de Gide avait refusé le manuscrit de *Swann*, l'auteur de *La Robe de laine*, dès 1920, proposait Marcel Proust aux suffrages de l'Académie. Ainsi, est-ce à travers le double patronage inattendu de M. Henry Bordeaux que l'on peut établir une parenté entre Proust et Malègue. La critique, en tout cas, eut tôt fait, à l'époque, de saluer, dans Malègue, un Proust chrétien.

Augustin ou le Maître est là est le roman d'une conversion. Augustin Métiérier, universitaire prestigieux, a perdu la foi dans les graves débats sur le modernisme qui marquèrent les années 1900 et il l'a retrouvée quand il a été frappé par le malheur. L'épreuve de la souffrance, alors, le rédime. C'est, si l'on veut, l'aventure de *Jean Barois*, mais éclairée par Léon Bloy. Seulement, l'interprétation de la conversion d'Augustin Métiérier n'est pas mystique, elle est psychologique, et ce sont des techniques expérimentées par Proust qu'elle met en œuvre, l'opération du salut comportant obligatoirement, pour Malègue, une technique psychologique et, même, s'incarnant en elle. M. Pierre de Boisdeffre vient d'écrire très justement qu'« *Augustin ou le Maître est là* est le roman du génie dans ses rapports avec la création intellectuelle et la foi ». La même phrase, moins un mot, le dernier, pourrait s'appliquer exactement à *La recherche du Temps perdu*. Mais, chez Malègue, la création intellectuelle aboutit à la Foi, elle l'inclut, il n'y a aucune solution de continuité entre l'une et l'autre. La Foi, ainsi intellectualisée, devient objet d'analyse et l'hagiologie, selon le terme qu'aimait à employer Joseph Malègue, est réduite à la psychologie. Le Saint est rien qu'un homme.

Augustin ou le Maître est là était le roman du saint. *Pierres Noires ou les classes moyennes du salut* (1) que Jacques Chevallier publie, vingt-cinq ans après la mort de Malègue, avec l'aide de

M^{me} Malègue et de M. Bousquet La Luchezière, serait plutôt le roman de la sainteté, si l'on veut bien admettre que, du saint à la sainteté, on passe d'un état individuel à un état collectif. Dans cette œuvre inachevée, dont, seule, la première partie a été complètement écrite et dont la troisième est à peine esquissée; le saint manque d'ailleurs et il manque pour offrir à Dieu, liées en une gerbe unique, toutes les destinées qui, sur cette terre, se dispersent, s'égarant et se défont; il manque pour leur donner, par cette offrande, une cohérence, une unité et une signification. M. Jules Romains a écrit dans sa préface aux *Hommes de bonne volonté* : Je désire qu'on s'aperçoive en me lisant que certaines choses ne vont nulle part il y a des destinées qui finissent on ne sait où, comme des oueds dans le sable... » Le lecteur de *Pierres Noires* pourrait penser que les existences évoquées dans ce roman se perdent. Mais, pour Malègue, il n'est pas de pertes sans résurgences. Ce qui nous manque, c'est la fluorescéine pour suivre, à travers les profondes couches perméables d'une œuvre un peu cryptique, des eaux éparpillées. Heureusement, ces couches constituent en surface un terrain plus compact, plus solide, le granit hercynien, antique assise de l'état social où les âmes trouvent un appui pour pratiquer, par l'imitation, l'exercice en commun de la Sainteté. *Tout salut est fraternel*, écrit Malègue; on pourrait dire : tout salut est collectif. *Pierres Noires* est le roman de la communion des saints; mieux, c'est le roman de la communion des saints dans laquelle les mérites sont redistribués suivant les principes d'une économie spirituelle, attentive aux besoins de chacun. Vie surnaturelle et vie terrestre sont ainsi liées l'une à l'autre, impliquées l'une par l'autre. Et Peyrenère, cette petite ville auvergnate de la fin du XIX^e siècle, dont les rues sombres et étroites s'élancent, par ces escarpements volcaniques, vers le chœur fermé de sa cathédrale, elle apparaît un peu ici, à la rencontre du ciel et de la terre, comme l'image temporelle de la Jérusalem céleste.

Chez Mauriac, le salut est affaire personnelle. Même peut-être, chez Bernanos. Chez l'un et l'autre, en tout cas, l'homme reste le théâtre du débat où s'affrontent, pour Mauriac, les concupiscences contradictoires de la

(1) S.P.R.S.

Les Voies de la Sainteté dans une société qui se meurt.

chair et de l'âme, pour Bernanos, à une altitude plus élevée, dans un éther plus tragique, Dieu et Satan. Mais, chez Malègue, le débat déborde l'homme, il s'élargit aux dimensions de la Cité. Le salut devient, dans son œuvre, *affaire sociale* et, l'on pourrait dire, *affaire économique* ; c'est le résultat d'un équilibre, d'un compromis entre des forces, des déterminismes dont une certaine analyse positiviste serait apte à rendre compte. Mauriac est un grand bourgeois habitué à des retraites et des isolements douillets ; c'est un Bataille mystique. Bernanos était un chevalier, un soldat assez héroïque, assez fort pour assumer, tout seul, la tragédie de l'Humanité ; c'était Claudel moins le confort. Les personnages de *Pierres Noires* ne sont, eux, que de simples petits bourgeois, des hommes modestes et médiocres, un tiers-état, un tiers-ordre du christianisme. Ils n'ont pas les moyens de se sauver seuls et ils sont obligés de cotiser à une caisse mutualiste du salut. Ce sont des assurés spirituels. La Sainteté pour tous et par tous, tel est le slogan de Malègue, qui, contrairement à un Thomas d'Aquin ou à un Newman, croit au grand nombre des élus. *Multi salvantur*. Rien de janséniste, on le voit, dans ce catholicisme où les déterminismes individuels et sociaux peuvent être inflexibles par les œuvres et où la foi n'est pas la seule justification de l'homme.

Joseph Malègue a une conception communautaire et économique du salut. Mais ce que l'on pourrait appeler avec beaucoup de prudence son socialisme spirituel n'est nullement démocratique, il est aristocratique. Il y a des ordres de la sainteté, comme il y a des classes de la société. Les classes moyennes du salut brassées lourdement dans la pâte terrestre la plus épaisse sont affectées à d'humbles et durs travaux. La spéculation intellectuelle, l'extase mystique leur sont interdits. Ce sont des luxes de l'âme. Et il leur serait aussi difficile de gravir les degrés de la hiérarchie surnaturelle que ceux de la hiérarchie temporelle. « Leur loi, note Malègue, consiste à prendre conscience de cette inférieure capacité... Ainsi, ils pourront à la fois l'accepter et l'offrir et ils seront capables d'en offrir la compensation par l'acceptation de souffrances qui ne leur seront point ménagées ». Les classes moyennes du salut engraisseront de leur sueur, le

terreau où s'enracine et s'épanouit la sainteté. Économiquement et spirituellement, ce sont des classes laborieuses, des classes nourricières. Si elles sont saintes, ce ne peut être qu'à l'imitation de saint Joseph. Mais elles sont, à tout instant, menacées par l'utilitarisme, le matérialisme, tous les démons grossiers qui partagent leurs obscures demeures et leur pain noir. A tout instant, les classes moyennes peuvent être frappées de déchéance, sombrer dans le bas peuple d'où elles émergent à peine. De même, parfois, elles sont touchées par un appel d'En Haut et, alors, elles s'évadent brusquement vers les honneurs, les purifications suprêmes. Elles sont essentiellement *instables* ; leur condition n'est jamais que précaire. Aussi ont-elles besoin, pour s'y maintenir, de cadres, de tuteurs. L'état social les leur fournit. Pour Malègue, l'inégalité n'est pas seulement l'impératif biologique qu'il est pour un Bourget, un René Quinton, elle est l'un des articles les plus importants de la Constitution spirituelle qui nous régit. Les classes moyennes nourrissent les classes supérieures du salut, mais aussi elles en reçoivent aide et protection. « Le bienfait de la sainteté, écrit Malègue, ne descend sur les hommes que par imitation, participation, communion des saints. L'ordre universel n'est pas *ascendant*, il est *descendant* ; il émane non de l'homme, mais de Dieu et se répand jusqu'aux plus petits d'entre nous par les multiples *corps intermédiaires* d'une hiérarchie féodale. »

Or au moment où Joseph Malègue commence à réfléchir sur le monde, cet ordre vacille et est près de s'effondrer. « Les cadres humains, constate-t-il, leurs états, tout cet immense échafaudage autour de l'âme, c'est tout cet appui qui fléchit... » Est-ce parce qu'il est entraîné par le poids de-plus en plus lourd de la matière ? Ce serait alors que les classes moyennes du salut n'auraient pu résister aux forces qui ont toujours tendu à les déséquilibrer, qu'elles auraient failli à leur mission qui est de *conservation*. Et la crise du XX^e siècle pourrait être, en définitive, celle de ces classes moyennes elles-mêmes. Pourtant, elles n'ont jamais été aussi nombreuses, aussi puissantes. « Ce qu'il faut à la république, c'est une bonne moyenne », souhaitait Jules Grévy. Sans doute est-il aujourd'hui exaucé. Mais, puissantes matériel-

lement, les classes moyennes, faites d'être désormais encadrées, sont moralement désagrégées. Joseph Malègue, qui a assisté à ce que Daniel Halévy appelle la *fin des notables*, rend compte, dans *Pierres Noires*, des commencements de cette désagrégation. Les cadres brisés, les destinées se refont et la disparition des corps intermédiaires où elles trouvaient un appui les jette dans la gueule de l'État-Monstre. Entrant au lycée, le jeune héros de Malègue s'écrie : « Mon père m'offre à l'État... je suis extrait d'un milieu nourricier et logé en un autre fortuit et nécessaire. » Et il ajoute : « je suis le raté, le nécessiteux, le démantelé ». Barrès, qui a dressé contre le lycée le même acte d'accusation, ne dirait pas *démantelé*, il dirait *déraciné*. Mais, chez Malègue et chez Barrès, c'est la même constatation de l'effondrement des cadres naturels, de leur remplacement par des cadres artificiels. L'homme n'y est plus ni soutenu, ni protégé. D'un côté, le totalitarisme le happe, de l'autre, il va se dissoudre dans l'individualisme. Où qu'il aille, il est guetté par le néant.

Thibaudet a très justement remarqué que le roman français était, depuis Flaubert, celui d'une destinée qui se défait. Mais la désagrégation des individus est liée dans notre littérature à celle du plus nécessaire des corps intermédiaires : la famille. Chez Béhaine, chez Hériat, Lacretelle, Mazeline, on assiste à son agonie. Malègue, lui, a préféré montrer dans *Pierres Noires* comment meurt une petite ville, attaquée à la tête, sapée dans ses bases. Ici et là, ce sont les mêmes institutions protectrices, les mêmes institutions tutélaires qui sont frappées. Seulement, si la société est ainsi pulvérisée, il reste encore l'humanité. Et c'est à elle que pensait Romain Rolland quand il s'écriait, il y a un demi-siècle déjà : « L'humanité est à refaire » ; c'est à elle que pensent Martin du Gard, Duhamel, Camus, lorsqu'ils poussent sur les voies de la sainteté leurs héros aveugles, c'est à elle que pense, bien sûr, Malègue, quand il appelle le saint qui doit transcender le destin moribond de ses *classes moyennes* et convertir leur échec en victoire. Aujourd'hui, succède à une économie de consommation et de dilapidation une économie de production ; une économie d'invention, voire, à l'égard de ce que

l'on nomme avec beaucoup de sérieux les pays sous-développés, une économie de *mission*. De même, dans l'ordre spirituel, il ne s'agit plus d'engranger, mais de semer pour de nouvelles récoltes.

Dans *Pierres Noires*, et c'est, il me semble, l'importance de ce roman écrit il y a vingt ans dans les tumultes du monde, on entend venir, à pas de loup, le *semneur*.

PHILIPPE SÉNART.

LE MARXISME EN QUESTION

de Pierre Fougeyrollas (1).

AGRÉGÉ de philosophie, entré sous l'occupation au parti communiste au sein duquel il exerça quelques responsabilités, avant de le quitter en 1956 lors des événements de Budapest, Pierre Fougeyrollas a entrepris de procéder à « un examen critique des fondements doctrinaux du marxisme ». Tâche de «*démystification*» nécessaire pour le militant et le penseur, troublés par l'évolution du régime en U. R. S. S. où, de stalinisation en déstalinisation, le marxisme a «*donné naissance à une simple méthode de justification systématique d'une nouvelle forme sociale et politique d'oppression* ». Mais tâche insuffisante, le but à atteindre étant l'élaboration «*d'une conception du monde renouvelée au sein de laquelle la part de vérité propre au marxisme se trouverait englobée* ».

Essentiellement critiques, les réflexions «*provisoires*» qui constituent le bref mais dense ouvrage analysé sont en effet d'intention constructive. Le but poursuivi à terme est l'élaboration d'une doctrine totale qui soit, vis-à-vis du monde et de l'histoire, instrument efficace d'analyse et d'action. L'originalité et l'intérêt de ce livre résident précisément dans cette tentative de «*mise en question*» du marxisme par un marxiste sincère, c'est-à-dire en quelque sorte de l'intérieur. Ce qui explique la démarche double et apparemment contradictoire de Fougeyrollas : à la fois pèlerinage aux sources pour retrouver sous les déformations et les trahisons accumulées pendant plus d'un siècle par les vulgarisateurs et les politiciens, les «*intuitions*» originaires de Marx et l'«*essence*» du marxisme ; et prise de conscience d'un nécessaire dépassement, s'il est vrai qu'«*il y a mieux à faire en cette seconde moitié du XX^e siècle qu'à monter la garde autour d'un système* ».

Les quelques pages consacrées au fameux «*sens de l'histoire*» constituent un bon exemple de cette attitude faite de fidélité et de liberté d'esprit. Peu d'éléments de la doctrine marxiste ont connu faveur aussi grande que cette

croissance à l'avènement inéluctable du socialisme et du communisme, un capitalisme moribond, rongé par ses contradictions et ses antagonismes, ne pouvant plus leur disputer longtemps la place. De Marx à Khrouchtchev, cette thèse est demeurée article de foi et n'a cessé d'impressionner marxistes et non-marxistes.

Fougeyrollas ne se laisse pas troubler. Il constate que les prévisions de Marx ont été sur ce point mises en défaut. Les statistiques des pays capitalistes montrent qu'après avoir atteint un maximum, la proportion des ouvriers industriels par rapport à la population active totale est partout en régression. La prolétarisation attendue des classes moyennes ne s'est pas produite. L'accumulation de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre, «*que certains ont appelée imprudemment la loi de la paupérisation relative et absolue* », ne s'est pas manifestée dans les conditions catastrophiques prévues.

L'exemple de l'U. R. S. S. — l'auteur ne fait pas mention de la Chine — n'est même pas probant, puisque le régime soviétique n'a rien de socialiste, «*le pouvoir ouvrier* » y ayant «*depuis longtemps cédé la place à un régime bureaucratique de type totalitaire* ».

De même que le conflit médiéval entre serfs et seigneurs s'est terminé en fait par la victoire d'un «*troisième homme* », le bourgeois capitaliste, il n'est pas impossible qu'au capitalisme succède l'«*ère des organisateurs* » — directeurs ingénieurs, «*compétences* » — ou mieux des «*appareils* », auxquels l'évolution du régime économique donne une importance croissante.

En réalité, pour Fougeyrollas, Marx, sur ce point, a inconsciemment adopté une attitude «*métaphysique* », peu différente de celle d'un Bossuet ou d'un Fénelon. Il a cédé à «*un préjugé eschatologique de caractère millénarien* ». Ce faisant, Marx s'éloigne du marxisme, notamment parce que, en tant qu'«*athéisme radical* », celui-ci «*s'interdit... le recours à la révélation religieuse* », qui seule pourrait donner une «*signification* » à l'histoire, c'est-à-dire, en dévoilant sa fin, révéler son secret.

«*Cela ne signifie pas qu'il est illégitime d'espérer l'avènement d'un régime socialiste et de lutter en vue de l'atteindre ; cela signifie que nous ne pensons pas qu'il existe une garantie scientifique de cette espérance et de ce combat.* »

Mais c'est alors que la sincérité de l'auteur dévoile la profonde ambiguïté de sa position. Fougeyrollas glisse insensiblement du retour à un marxisme de stricte observance — qui s'interdit tout jugement de valeur sur le souhaitable, pour s'en tenir à l'analyse scientifique des faits — à une manière de reconnaissance d'une échelle de valeurs, qui ne place plus l'efficacité au premier rang. «*Perdre une fausse certitude n'appauvrit pas, mais au contraire enrichit* », «*Jusqu'à présent les mythes se sont avérés plus efficaces sur le devenir humain que l'effort de compréhension progressive. L'honneur de notre temps ne serait-il pas d'admettre la preuve du contraire ?* ». On sent l'auteur prêt à faire sien le mot qu'il cite de Simone Weil : «*Marx non plus ne nous est pas aussi cher que la vérité* ».

A cet égard, il faut lire la pénétrante analyse du matérialisme historique et de la notion de valeur chez Marx. Les «*superstructures* » — «*les idéologies* », l'art, la science, la morale — n'ont pas, pour Fougeyrollas, de fondement transcendant ; elles ne sont pas pour autant «*réductibles à des intérêts, ni à des besoins économique-sociaux* ». Par exemple, «*pour défendre ses intérêts et ses besoins de prolétaire, un ouvrier adhérera à un syndicat, mais l'adhésion à un parti révolutionnaire requiert d'autres motifs* ». «*On expliquerait... beaucoup de choses en tenant les idées des hommes pour un représentation du réel en fonction de la condition socio-historique de ces hommes ; mais on n'expliquera pas tout* » (2). Notamment, «*le jeune Marx avait compris l'insurmontable faiblesse de tout matérialisme* » sur le problème de la conscience.

Quelle conception du monde peut être édifiée à partir de cette exigeante auto-critique, qui détruit le solide optimisme du Lénine de 1913 : «*La doctrine de Marx est toute puissante, parce qu'elle est juste ?* » En attendant d'autres réflexions, deux directions de recherche qui sont aussi deux règles morales sont sommairement indiquées. Elles livrent la clef de l'attitude de Fougeyrollas à l'égard du marxisme :

— Une ascèse faite de courage et de lucidité : «*Pourquoi le XX^e siècle ne donnerait-il pas à la dialectique l'extension héraclitéenne infinie que le romantisme de 1820 à 1848 n'a pas su lui donner ? Pourquoi ne concevrait-il pas*

(1) Éditions du Seuil (Collection «*Esprit* »).

(2) Souligné dans le texte.

l'homme comme un processus infini d'auto-dépassement, qui ne cesse jamais de se libérer et qui ne peut connaître d'accomplissement total qu'illusoire? »

— Une exigence de sincérité et de générosité : « A qui s'interroge sur le destin de l'homme, il appartient moins de construire un système intellectuel cohérent et représentatif d'une certaine, mais toujours partielle réalité, que de reconnaître les pulsions profondes

dont il est porteur. Ainsi l'effort de démythification et de libération spirituelle semble être l'œuvre du cœur avant d'être parachevé par la raison. »

Il y avait longtemps qu'un message de cette qualité ne nous était parvenu des frontières du communisme. L'événement, réconfortant au plan spirituel comme au plan politique, valait d'être signalé.

JEAN AUBRY.

LE CURÉ D'ARS de La Varende (1)

C'EST une belle gageure qu'a voulu tenir La Varende en s'aventurant sur un terrain que le monumental ouvrage de M^{tr} Trochu a fouillé avec tant de soin et de science, et tant de bonheur dans le jugement. Mais il faut prendre ce livre tel que l'auteur l'a conçu : un témoignage personnel, et fervent, sur une expérience sacerdotale extraordinaire (1). Autant qu'un curé d'Ars vu par La Varende, on y trouvera — et cela ne pouvait être fait par personne d'autre — un La Varende expliqué et, si l'on peut dire, confirmé par le curé d'Ars.

Ce qui séduit, en effet, et attire M. de La Varende dans le personnage et la personnalité du saint paysan des Combes, c'est très précisément que ce « rural », comme Jeanne d'Arc, comme Vincent de Paul, est un « messager immédiat du divin » qui émeut le cœur de tout « Français bien né ». Saint de terroir, et de terroir français, saint authentiquement national, et l'on comprend que La Varende, « Français bien né » lui-même, si attaché aux vertus terriennes, si fier de se dire hobereau à la noble mode d'autrefois (car le terme n'a pas toujours été péjoratif), ait une prédilection pour ce paysan qui aimait la condition paysanne, avait le respect du noble, vénérait le Roi légitime et refusait le service militaire à l'Usurpateur. Le curé Vianney est alors, tout naturellement, « l'ami rural et préféré, le favori rustique » non seulement du Fils de Dieu, mais de M. de La Varende lui-même, qui se plaît, lui noble, à saluer dans ce desservant d'une chapellerie campagnarde « le paysan le plus anobli de France ».

Ainsi, au-delà de la vénération que lui inspire la sainteté, La Varende trouve de bonnes raisons de mettre sous la caution de Jean-Baptiste Vianney quelques-unes de ses préférences personnelles. Qu'il admire le style pastoral du curé d'Ars, ce « dictateur de la foi » qui

a « donné le modèle d'une théocratie autoritaire et surtout réussie », ce n'est évidemment qu'un juste hommage rendu à un prêtre hors du commun qui s'imposa à ses ouailles par la force de l'exemple et de ses mortifications, et subjugué des centaines de milliers de pénitents et de pèlerins par des dons surnaturels extraordinaires. On aimerait pouvoir jurer que, dans l'esprit du biographe, cette expérience pastorale, surnaturelle, n'est pas le modèle du gouvernement temporel des hommes... Ce qui prêterait à contestation.

Ailleurs, La Varende se montre d'une indulgence extrême pour ce qui ne paraît pas essentiel à la gloire du saint, entre autres sa manie de peupler et de surpeupler son église d'images et de statues d'un art... peu développé. Là, il faut savoir que La Varende éprouve une incoercible répulsion pour les « abominables magots et magotes » qualifiés, « dans un lyrisme accablant, de modernes ». Car La Varende est scandalisé « que la mode insane fasse de Georges Rouault un génie, et un génie religieux : c'est à vous dégoûter à jamais d'ouvrir les paupières ». De si belles certitudes n'encouragent pas à la discussion!

On sera intéressé aussi, car c'est peut-être révélateur de l'idée que l'auteur se fait de l'âme populaire, par l'explication que donne La Varende des boursoufflures tapageuses et agressives des grandes basiliques modernes, Lourdes, Lisieux, et même Fourvières, et Ars aussi dont Jean-Baptiste Vianney demanda justement les plans à l'architecte de Fourvières. Si le saint curé voulait, pour sainte Philomène, à Ars, une basilique rutilante et somptueuse, c'est que, dans son idée, selon La Varende, une belle chose devait coûter cher... A cette bizarrerie du goût (qu'il n'approuve d'ailleurs pas), le biographe trouve une explication bien simple : les architectes de ces monuments emphatiques voulaient « un art populaire, un décor

démocratique ». Populaire, démocratique, c'est-à-dire compris par le peuple. Or le peuple est facilement ébloui par l'argent. Donc, « la dépense participe à la ferveur » et le luxe devient un adjuvant de la prière... Tout cela serait parfait s'il était évident que l'art « populaire » est nécessairement de mauvais goût et que le « peuple » ne peut prier que dans un « décor démocratique » offusquant la beauté. Il faudrait savoir ce qu'en pense le « peuple » de Notre-Dame Saint-Alban, à Lyon, ou le « peuple » du Pré-Saint-Gervais, à Paris... Mais quoi qu'on en pense ici ou là, il est vrai que Quelqu'un est bien attrapé : c'est le Diable. Car, si l'Argent est le sacrement de Mammon, l'Argent, à Fourvières et ailleurs, est asservi à la piété et Mammon reste quinaud. Par conséquent, les « délicats » peuvent ne pas aimer ces chefs-d'œuvre, le curé d'Ars a quand même raison...

Pour ce qui est de l'apport historique du livre de La Varende, on trouvera l'essentiel de la reconstitution d'une époque, tout au moins du milieu sociologique et religieux de l'époque particulièrement disgraciée où s'est formée et épanouie la vocation de Jean-Baptiste Vianney. Que le lecteur souffre de certains raccourcis là où il aurait souhaité plus de recherche, l'auteur en conviendrait sans doute tout le premier. Il n'était pas facile de faire court et en même temps de décrire par le menu les étapes et la « passion » d'une vie sacerdotale si remplie de combats, de grâces et de miracles. La spiritualité de ce dictateur des âmes, exigeante, farouche, peut-être encore teintée de terreur janséniste, se prête mal à être formulée en termes de directoire. On n'en est pas moins confondu par l'intensité dramatique de tout ce qui est arrivé, déconcertant, inouï ou peu croyable (mais il faut bien le croire : on sait le nom des témoins) dans cette vie de saint et s'est inscrit dans l'histoire. Est-il vrai que le culte de saint Jean-Baptiste Vianney soit en déclin? Personne ne peut l'affirmer, même si les formes d'apostolat et les méthodes pastorales ont évolué. Le petit livre de La Varende rendra-t-il ce culte plus « actuel »? Il faut au moins souhaiter que ce témoignage soit accueilli et médité. Doit-on ajouter, avec regret, qu'il est fâcheux qu'en écrivant ce livre trop vite, La Varende ne fasse pas toujours honneur à l'écrivain exemplaire, presque trop soigneux, du *Centaure de Dieu*? En revanche, on sera plus que ravi, vraiment ému, par l'illustration que l'éditeur a su donner à un livre consacré au plus dépouillé des curés de campagne. Au sens propre, il s'agit d'images de piété : elles aident à prier.

MARC SCHERER.

(1) La Varende, *Le Curé d'Ars et sa passion*, 1 vol., 240 p. Photographies de Jean-A. Fortier, dessins de R. Galoyer (Bloud et Gay, Paris, 1938).

REVUE DES REVUES

Le cinquantenaire de la N. R. F., le nationalisme, l'Europe.

AVANT d'aborder quelques problèmes politiques, je voudrais faire dans cette Revue des Revues une place à une importante commémoration strictement littéraire : le cinquantenaire de la création de la *Nouvelle Revue Française*, en qui l'historien britannique D. W. Brogan salue « la revue occidentale de l'entre-deux guerres ». Dans la *Nouvelle N. R. F.*, Jean Schlumberger évoquant un passé prestigieux auquel il fut associé écrit : « On ne peut exiger d'une revue qu'elle révèle tous les jours des œuvres géniales, mais il dépend d'elle de montrer qu'elle est consciente des hiérarchies et sait à quel étage il faut placer le génie. » Ceux qui ont quelque goût pour les lettres savent que de 1909 à 1940 les plus grands noms de la littérature contemporaine figurèrent aux brillants sommaires de cette *N. R. F.* irremplacée, dont la première livraison, qui contenait la *Porte Etroite* de Gide, s'ouvrait sur des « Considérations » de Jean Schlumberger : « Il y a en art des problèmes de circonstances et des problèmes essentiels. Les premiers se renouvellent tous les quinze ans, tous les trente ans ou tous les demi-siècles, selon qu'ils sont affaire de mode, de goût ou de mœurs. Plus ils sont éphémères, plus ils absorbent l'attention. Quant aux problèmes essentiels, ils ne sont jamais à l'ordre du jour.

Chaque artiste les affronte seuls, dans les moments les plus décisifs de sa vie ».

Dans sa chronique des idées de *La Revue des Deux-Mondes*, Paul Sérant, traitant de l'étude de M. J. Ploncard d'Assac sur les « Doctrines du Nationalisme », nous livre quelques propos qui témoignent, s'il en était besoin, de l'opportunité du *Forum*, auquel participent dans ce numéro J.-M. Domenach, R. Girardet, E. Borne. « Le nationalisme est l'un des grands phénomènes politiques du xx^e siècle, et il concerne aussi bien la gauche que la droite. Certes Drumont, Barrès et Maurras étaient d'incontestables hommes de droite; mais on ne saurait en dire autant de Mussolini et de Hitler. Le nationalisme peut être réactionnaire, il peut aussi être révolutionnaire. Maurras ne séparait pas le nationalisme de la monarchie, mais on a pu constater, depuis la guerre, chez bien des hommes de gauche, une passion nationaliste non moins grande que la sienne. Qu'il soit de droite ou de gauche, le nationalisme risque d'aboutir au totalitarisme. »

Face à un nationalisme agressif, aventureux ou impérialiste, Paul Sérant pense qu'on doit pouvoir utilement opposer un fédéralisme dynamique et empirique qui, sur le plan intérieur français, se réfère aux vues décentralisatrices exposées de façon convaincante par J.-F. Gravier dans *Paris et désert français*, et, sur le plan extérieur, s'associe à la construction politique et économique de la Communauté européenne.

Cette Europe, qui s'édifie progressivement dans les difficultés et les risques inhérents à toute entreprise audacieuse et novatrice, fait l'objet d'un substantiel numéro spécial « d'Économie et Humanisme ». Après avoir clairement analysé les dispositions du Traité signé à Rome, le 25 mars 1958, et intelligemment schématisé les structures économiques des Six pays de la Communauté Européenne, la revue examine les problèmes qui se posent aux industriels, aux syndicats ouvriers, aux agriculteurs français. Elle met ensuite en évidence la nécessité d'élaborer une politique commune aux « Six », le « laissez-faire », étant incompatible avec la réalisation de l'élévation du niveau de vie des Européens et avec l'aide à apporter aux pays insuffisamment équipés où règne la faim.

Selon P.-B. Cousté, président du Centre des Jeunes Patrons français, la meilleure méthode pour les chefs d'entreprise

d'aborder le Marché Commun est d'acquiescer « une vocation d'exportateur ». Les chefs d'entreprise doivent sortir de leur individualisme économique et réaliser des accords inter-entreprises à l'échelon européen, des ententes à l'échelon national, des spécialisations judicieuses, sans négliger d'agir sur tous les facteurs même non techniques d'accroissement de productivité. Pour que l'Europe apporte enfin « une nouvelle espérance de justice sociale », P.-B. Cousté préconise l'association des syndicalistes ouvriers et cadres à l'effort entrepris par les patrons.

J.-M. Albertini estime que l'Europe en formation se constitue actuellement sous le signe du libéralisme économique. Il s'attache alors à montrer que le succès du Marché Commun est conditionné par l'harmonisation des économies et que la rationalisation indispensable doit s'effectuer moins par la concurrence que par la planification. Il faut qu'une politique commune à tous les États membres soit définie afin de réduire les disparités géographiques notamment par l'orientation des investissements.

P. Moussa insiste sur l'enjeu de la coopération euro-africaine dans le cadre d'une vaste action contre le sous-développement, et il conclut : « Si l'Europe et l'Afrique savent le comprendre, la fin du xx^e siècle pourrait bien, en face de ce qui sera peut-être le défi chinois, montrer l'Afrique Noire florissante comme la réponse de l'Occident à l'autre bout du vieux continent eurasiatique. »

Enfin, notre ami J. Mallet, tout en soulignant la part essentielle qui revient aux institutions de la Communauté dans la limitation des souverainetés, reconnaît que l'unification pacifique et féconde de l'Europe ne sera un fait incontesté que si les hommes d'Europe la veulent fortement.

Je préfère renoncer à résumer les articles parus en février et en mars dans *Les Études*, sous la signature du R. P. Beirnaert et consacrés à « L'Action psychologique et l'Avenir de la Nation ». Le sujet revêt à l'heure présente une gravité particulière pour nous, Français; il engage la liberté et la dignité de l'homme comme l'honneur de notre pays et de la civilisation qu'il incarne. Aussi inviterai-je simplement ceux qui se sentent concernés par cette question cruciale à lire dans leur intégralité les textes du R. P. Beirnaert dont je retiens cette pathétique mise en garde : « A partir du moment où le glaive se tourne contre une partie du pays pour imposer des choix politiques, il se heurtera un jour à des forces qui pour n'être pas militaires n'en seront pas moins redoutables ».

HENRI BOURBON.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum ».

(Port et Emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de
« France-Forum » :
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-Ve.

DESSINS ET PHOTOS

Couloirs et coulisses : *Ciccione Rapho*.
Travaux et les jours : *Charbonnier - Millet*.

Questions d'aujourd'hui : *Associated Press*.

Étude Chine : *reportage Charbonnier*.
Au Forum : *Associated Press - Roger Violet - Agip - United Press*.

Arts : *Bernard - Bullos - Violet*.

L'EMBARRAS DU CHOIX

par Étienne BORNE

TOUTE la presse a justement loué l'étourdissante virtuosité du dernier roman d'Aragon, *La Semaine Sainte*, qui raconte la fuite de la maison du Roi entre Rameaux et Pâques 1815, cependant que l'Empereur, retour de l'île d'Elbe, porté par toute une marée populaire, vient coucher aux Tuileries dans le lit du Roi dérisoirement légitime. Un Français qui se souvient d'un moment aussi dramatique de notre passé national ne peut s'empêcher de prendre parti, surtout si, comme Aragon, il professe et pratique la doctrine de l'art engagé au service du peuple. Aussi l'auteur de *La Semaine Sainte* a-t-il inscrit sur la bande publicitaire de son roman « Choisir est le propre de l'homme. » La gauche du XX^e siècle doit-elle, dans la conjoncture, pencher du côté des Bourbons ou applaudir à l'entreprise bonapartiste ?

CAR, la neutralité n'est pas permise, et l'alternative, rigoureuse, n'admet pas de troisième terme. Aragon, comme les jacobins de l'époque, choisit le césarisme tricolore. Non pas qu'il se livre à un jeu de massacre, déshonorant les uns pour mieux exalter les autres; *La Semaine Sainte* est au total surabondante de générosité pour les hommes du Roi, que la poésie du malheur accompagne sur le chemin de la débâcle. Aragon sait aussi, expérience peut-être tardive, combien dans la relativité et les confusions de l'histoire les rôles de traître et de héros sont interchangeables. Mais comment les rares républicains de 1815, héritiers des patriotes de 1793, n'auraient-ils pas haï le drapeau blanc, et les Bourbons rentrés dans les fourgons de l'étranger devant les sottises cléricales et réactionnaires de la première Restauration ? Le retour de l'île d'Elbe faisait refluer dans cette émigration, d'où ils émergeaient à peine, ces suppôts de l'ancien régime si pressés de raturer et de déshonorer vingt-cinq ans d'histoire de France. Dès lors, durant les Cent-Jours et après Waterloo, le progressisme sera bonapartiste.

DIRE non aux princes, ce sera accepter résolument César, c'est-à-dire la guerre, le sort de la France livré une fois encore au hasard

des armées, la patrie soumise au dedans, à un système de raison d'État militariste, ce qui fait une singulière manière de définir la gauche. Aragon dirait sans doute qu'en politique aussi « il n'y a pas d'amour heureux » et que le prix d'un choix doit être payé comptant à son poids d'amertume et de servitude. L'aveu éclaire d'une lumière pathétique le loyalisme communiste d'Aragon, et il faut souhaiter que les censeurs du Parti ne sachent pas lire, hypothèse d'ailleurs hautement vraisemblable. Il reste qu'à bien entendre Aragon, en 1815, pour faire la gauche efficace et ne pas la réduire à la nostalgie ou à l'utopie, il fallait lui donner un contenu bonapartiste.

OR, à la lumière de l'histoire ultérieure, un semblable parti apparaît comme juste le contraire d'un progressisme. Le sentiment de la patrie devenu démesure nationaliste, la souveraineté nationale confisquée par un pouvoir totalitaire et tyrannique, autant de négations, et irréparables, d'une politique humaniste et démocratique. Le 2 décembre devait faire éclater la vérité césarienne du bonapartisme et la vanité mystificatrice de la fameuse légende napoléonienne. La vraie droite des Bourbons contenait paradoxalement plus de graines d'avenir que la fausse gauche de Bonaparte.

Malgré la bêtise épaisse des ultras et les indiscretions d'un cléricisme abusif, la Restauration n'a pas complètement échoué et elle a mis en place la France moderne, un système représentatif, un gouvernement et une opposition, des partis se disputant sur la métaphysique comme sur la politique, la tribune parlementaire, la chaire universitaire et la presse faisant l'apprentissage de la liberté, ce qui était assez neuf au sortir du morne silence de l'Empire. Une tradition commence qui ne sera interrompue que par le Second Empire et par Vichy. Chateaubriand, poète comme Aragon, adversaire irréductible de César après l'assassinat du duc d'Enghien, avait une plus exacte philosophie de l'histoire que l'auteur de *La Semaine Sainte*. Mais il avait écrit *Le Génie du Christianisme*.